

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 139  
N° 1

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 4  
no Tenuare 1990

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° 1336 FIP du 11 décembre 1989 portant décisions modificative et complémentaire au titre de l'exercice 1989. . . . .	5
Arrêté n° 1348 CAB du 13 décembre 1989 portant commissionnement de certains agents de la direction de l'équipement pour constater les infractions aux réglementations concernant la police des ports maritimes et des rades de la Polynésie française. . . . .	6
Décision n° 9 TG du 13 décembre 1989 portant modification de la décision n° 6 TG du 1er septembre 1989 portant désignation dans la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier de délégués de l'administration au sein de la commission administrative chargée, pour chaque bureau de vote, de dresser la liste électorale. . . . .	6
<b>EXTRAITS</b>	
Décision n° 1345 PELE3 du 13 décembre 1989 portant affectation de M. Gérard Gêris, chef de section principal des T.P.E., 7e échelon. . . . .	7
Arrêtés n° 1350 et n° 1351 DRCL du 14 décembre 1989 admettant deux détenus à bénéficier de la libération conditionnelle (MM. Parau Roland et Agnie Mahuta). . . . .	7

#### ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

##### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

Délibération n° 89-147 AT du 23 décembre 1989 prorogeant le délai d'application de la délibération n° 88-110 AT du 29 septembre 1988 portant défiscalisation des bénéfices des sociétés souscrivant à l'augmentation du capital de certaines entreprises en vue de leur extension d'activité ou de leur restructuration afin de favoriser la création ou la sauvegarde d'emplois. . . . .	8
Délibération n° 89-148 AT du 23 décembre 1989 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente. . . . .	8
Délibération n° 89-149 AT du 23 décembre 1989 portant clôture de la session ordinaire dite session budgétaire de l'assemblée territoriale. . . . .	9

**ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES****PRESIDENCE**

Arrêté n° 1417 CM du 21 décembre 1989 relatif au prix de la viande de porc dans le territoire. ....	10
Arrêté n° 1427 CM du 26 décembre 1989 relatif au régime d'importation de certains articles de pyrotechnie. ....	13
Arrêté n° 1428 CM du 26 décembre 1989 portant mise à jour des codifications statistiques du tarif des douanes. ....	13
Arrêté n° 1448 CM du 27 décembre 1989 portant concession de l'entrepôt spécial de produits pétroliers à la Société polynésienne de transport et de stockage d'hydrocarbures (S.P.D.H.). ....	13
Arrêté n° 1449 CM du 27 décembre 1989 portant concession de l'entrepôt privé spécial de produits pétroliers à la Société tahitienne des oléoducs. ....	15

**MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE,  
DU TOURISME ET DES SPORTS**

Arrêté n° 1469 CM du 28 décembre 1989 maintenant en 2 <sup>e</sup> lecture les termes de la délibération n° 31-89 du 3 novembre 1989 prise par le conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale. ....	15
---	----

**MINISTRE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENERGIE**

Arrêté n° 7656 MME du 21 décembre 1989 portant attribution de surveillance du port de Tapuamu (Tahaa) à M. Huioutu Georges, chef de secteur de Tahaa de la direction de l'équipement. ....	18
Arrêté n° 7657 MME du 21 décembre 1989 portant attribution de surveillance du port de Fare (Huahine) à M. Lo Yat Robert, chef de secteur de Huahine de la direction de l'équipement. ....	18
Arrêté n° 7658 MME du 21 décembre 1989 portant attribution de surveillance du port de Farepiti (Bora Bora) à M. Clark Andrew, chef de secteur de Bora Bora de la direction de l'équipement. ....	19
Arrêté n° 7700 MME du 27 décembre 1989 portant ouverture d'une enquête publique préalable à la délivrance d'une autorisation d'utilisation de forces hydrauliques dans la vallée de Hanatetena (île de Tahuata). ....	19

**EXTRAITS**

Arrêté n° 1415 CM du 21 décembre 1989 portant acquisition d'une action de garantie de la S.A. Electricité de Tahiti. ....	20
---	----

**MINISTRE DE LA SANTE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Arrêté n° 778 PR du 22 décembre 1989 mettant à la disposition temporaire de l'établissement public dénommé "Institut de formation des travailleurs sociaux" les agents des services territoriaux admis à suivre la formation B.A.S.E. (brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative). ....	20
Arrêté n° 7678 MSE du 22 décembre 1989 portant composition du comité consultatif du parc naturel territorial Te Faaiti. . .	21

**EXTRAITS**

Arrêté n° 777 PR du 22 décembre 1989 portant nomination d'un membre de la commission des installations classées (M. Stéphane Chin Loy). ....	22
Arrêté n° 7677 MSE du 22 décembre 1989 autorisant M. Jean Jacques Chanteau, directeur du S.C.H., à installer et exploiter une unité de désinfection d'eau potable au chlore gazeux et un dépôt de chlore (établissement de la 1 <sup>ère</sup> classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Taiaapu-Est). ....	22
Arrêtés n° 1429 à n° 1435 CM du 26 décembre 1989 rendant exécutoires les délibérations n° 14 à n° 20 ITRM/89 portant respectivement : - admission en non valeur de créances irrécouvrables ; - attribution d'une subvention à l'Association du personnel de l'Institut Louis-Marladé (A.P.I.M.) au titre de l'exercice 1989 ; - approbation du budget modifié pour l'exercice 1989 (activité principale) ; - approbation du budget modifié pour l'exercice 1989 (activité annexe) ; - acceptation d'un don en matériel par l'Organisation mondiale de la santé ; - habilitation du président du conseil d'administration à soutenir en justice les actions relatives à la défense des intérêts de l'établissement ; - approbation du budget pour l'exercice 1990 au titre de l'activité annexe. ....	22

Arrêtés n° 1436 à n° 1438 CM du 26 décembre 1989 rendant exécutoires les délibérations n° 21 à n° 23 ITRM/89 portant respectivement : - approbation du budget pour l'exercice 1990 au titre de l'activité principale ; - habilitation du directeur de l'Institut Louis-Malardé à accepter un avenant sur marché existant ; - habilitation du directeur de l'Institut Louis-Malardé à signer deux conventions d'aide au Fonds d'incitation à la recherche scientifique (F.I.R.S.T.). . . . .

23

Arrêtés n° 1439 à n° 1444 CM du 26 décembre 1989 rendant exécutoires les délibérations n° 9 à n° 14 CHT portant respectivement : - approbation du budget du Centre hospitalier territorial pour l'exercice 1990 ; - approbation du budget annexe de l'école de sages-femmes pour l'exercice 1990 ; - proposition du prix de journée d'hospitalisation du Centre hospitalier territorial pour l'année 1990 ; - habilitation du président du conseil d'administration du Centre hospitalier à négocier une convention avec la Caisse de prévoyance sociale ; - habilitation du directeur du Centre hospitalier à signer une convention relative au financement du programme de recherche suivant "le goître en Polynésie française en 1989" ; - approbation du projet de marché passé avec la société S.H.R.T. pour assurer le service de l'alimentation du Centre hospitalier territorial. . . . .

23

#### MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS, DU DOMAINE ET DES AFFAIRES FONCIERES

##### EXTRAITS

Arrêtés n° 1420 et n° 1421 CM du 26 décembre 1989 autorisant l'acquisition d'une parcelle de terre sise à Pirae et d'une parcelle de terre sise à Punaauia. . . . .

23

Arrêté n° 1423 CM du 26 décembre 1989 autorisant l'affectation au profit de l'Etat français, ministère de la défense - gendarmerie, d'une parcelle de terrain domaniale à Taiohae (Nuku Hiva). . . . .

23

Arrêté n° 1425 CM du 26 décembre 1989 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Ahe, Manihi, Arutua, Apataki, Hao, Hikueru et Rangiroa. . . . .

23

#### MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

##### EXTRAITS

Arrêté n° 7703 MED/PEL du 27 décembre 1989 portant organisation d'un concours externe, sur épreuves, pour le recrutement d'un électromécanicien, agent contractuel de la 2e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration. . . . .

25

#### MINISTERE DU BUDGET, DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

##### EXTRAITS

Arrêté n° 765 PR du 21 décembre 1989 portant nomination d'un clerc d'huissier assermenté (M. Daniel Wang Sang). . . . .

26

Arrêté n° 766 PR du 21 décembre 1989 accordant une subvention d'équipement au syndicat mixte "Almeo Nui". . . . .

26

Arrêtés n° 768 et n° 769 PR du 21 décembre 1989 accordant une subvention à l'Office territorial de l'action sociale et de la solidarité (O.T.A.S.S.) et une subvention à l'association Harrison W. Smith. . . . .

26

Arrêté n° 1426 CM du 26 décembre 1989 portant virement de crédits de sous-chapitre à sous-chapitre au sein du chapitre 960 (secteur économique). . . . .

26

Arrêté n° 7699 MEF du 27 décembre 1989 portant nomination de M. Emile Loo Fat, régisseur suppléant de la régie de recettes du service territorial des transports terrestres en remplacement de Mlle Moea Fontaine. . . . .

26

#### MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS TERRESTRES ET DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Arrêté n° 779 PR du 22 décembre 1989 accordant un congé de quarante huit jours à Me Jean Solari, notaire, et portant nomination de M. Bernard Bruggmann en qualité d'intérimaire. . . . .

27

##### EXTRAITS

Arrêtés n° 780 à n° 784 PR du 22 décembre 1989 autorisant l'organisation de tombolas au profit de la coopérative du collège Pomare IV, de l'association sportive Central sport, de l'Association des parents d'élèves de l'école Sainte-Thérèse et des associations sportives Aorai et Phénix. . . . .

27

Arrêté n° 7676 MUR du 22 décembre 1989 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete (immeuble S.C.I. Fare Ata - quartier Orovini - Papeete). . . . .

28

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION****ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES**

Service du cadastre.— 1°) Avis n° 582 C du 19 décembre 1989 avisant les propriétaires de la clôture des opérations de délimitation des terres de la commune de Punaauia comprises entre le P.K. 15 et le P.K. 18, côté montagne. ....	29
2°) Liste exhaustive des communes (ou parties) soumises à la conservation cadastrale. ....	29
Inspection du travail.— Avis et avenant n° 3470 IT du 14 décembre 1989 conclu dans le cadre de la commission mixte paritaire dans le secteur du commerce et de la réparation automobile et activités annexes. ....	30
Service des domaines et de l'enregistrement.— Avis n° 868 ENR du 22 décembre 1989 portant recherche des héritiers de Mmes Tearotitiriura Manaonao épouse Faua, Teraimihia Manaonao épouse Tiaipoi et Raumeari Manaonao épouse Moorea puis Tapa. ....	31

**PARTIE NON OFFICIELLE**

Annonces judiciaires et légales. ....	32
Annonces diverses. ....	32

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**ARRETE n° 1336 FIP du 11 décembre 1989 portant décisions modificative et complémentaire au titre de l'exercice 1989.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
président du comité de gestion  
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972 relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.), aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le Fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979 ;

Vu le décret n° 75-438 du 28 mai 1975 fixant à compter de l'année 1975 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le F.I.P. ;

Vu l'arrêté n° 288 du 21 mars 1989 et ses annexes portant répartition initiale des crédits du F.I.P. entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 1989 ;

Vu les décisions prises par le comité de gestion du F.I.P. en sa séance d'orientation du 24 novembre 1989,

Arrête :

**Article 1er.**— Il est accordé au bénéfice de la commune de Hitiaa O Te Ra une avance remboursable de 21.500.000 F CFP (vingt et un millions cinq cent mille francs Pacifique) destinée au paiement des frais de personnel de la fin de l'année 1989.

**Art. 2.**— Cette avance sans intérêts qui comporte un différé d'amortissement de deux ans sera remboursée en deux années à partir de l'exercice 1992. Les montants et les dates de versement de ces deux annuités seront définies lors de la réunion de répartition du comité de gestion du F.I.P. qui se tiendra en février 1990.

**Art. 3.**— Il est pris acte des désignations effectuées par les représentants au F.I.P. des communes pour siéger en 1990 au Comité territorial des constructions scolaires :

- M. Tinomana Ebb ;
- M. Jean Juventin ;
- Mme Tuianu Le Gayic ;
- M. Guy Rauzy ;
- M. Tony Hiro ;
- M. Henri Marere.

**Art. 4.**— Il est pris acte des désignations effectuées par les représentants élus du F.I.P. pour siéger en 1990 au Comité technique territorial des transports scolaires :

- M. Tinomana Ebb ;
- M. Jacque Graffe.

**Art. 5.**— Il est pris acte des désignations effectuées par les membres du F.I.P. pour siéger en 1990 à la commission territoriale de la carte scolaire du 1er degré :

- M. Roger Doom (suppléant M. Léon Litchlté) ;
- M. Tinomana Ebb (suppléant Mme Tuianu Le Gayic).

**Art. 6.**— Il est pris acte des désignations effectuées par les membres du F.I.P. pour siéger en 1990 à l'Etablissement territorial d'achats groupés (E.T.A.G.) :

- M. Tony Hiro (suppléant M. Jean Juventin) ;
- M. Frédéric Florès (suppléant Mme Tuianu Le Gayic).

**Art. 7.**— M. Jean Juventin est désigné par le comité de gestion du F.I.P. pour siéger en 1990 à la commission attributive de l'Office territorial de l'habitat social.

**Art. 8.**— Mme Tuianu Le Gayic est désignée par les représentants, au F.I.P., des communes, pour siéger en 1990 au conseil d'établissement du conservatoire artistique territorial.

**Art. 9.**— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général de la Polynésie française, le directeur de la mission d'aide financière et de coopération régionale, le chef du bureau des affaires communales, les chefs de subdivision administrative, les receveurs municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 décembre 1989.  
Jean MONTPEZAT.

**ARRETE n° 1348 CAB du 13 décembre 1989 portant commissionnement de certains agents de la direction de l'équipement pour constater les infractions aux réglementations concernant la police des ports maritimes et des rades de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française et notamment son article 3° - 13° ;

Vu l'arrêté n° 484 TP du 3 juillet 1931 fixant les attributions des officiers et surveillants des ports ;

Vu la délibération n° 78-128 du 3 août 1978 portant réglementation en matière d'occupation du domaine public ;

Vu la délibération n° 81-17 du 5 février 1981 portant règlement général de la police des ports maritimes et des rades de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 ;

Vu les articles 22 à 29 du code de procédure pénale ;

Vu la lettre n° 344 DD/PG du 18 mai 1984 de M. le procureur général près la cour d'appel de Papeete ;

Vu la demande du Président du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Les agents de la direction de l'équipement du territoire dont les noms suivent sont commissionnés aux fins de constater les infractions à la réglementation concernant la police des ports maritimes et des rades de la Polynésie française :

MM : - Clark Andrew, conducteur TP de 3e catégorie des A.N.F.A., chef de secteur de l'équipement de Tahaa ;  
- Flachetto Philippe, conducteur TP de 3e catégorie des A.N.F.A., chef de secteur de l'équipement de l'île de Rurutu ;  
- Hituputoka Jules, ouvrier d'art de 4e catégorie des A.N.F.A., chef de secteur de l'équipement de Ua Pou (Marquises) ;  
- Huioutu Georges, agent C.E.A.P.F. chef de secteur de l'équipement de l'île de Bora Bora ;  
- Huioutu Wilfred, technicien TP 2e catégorie des A.N.F.A., chef de secteur de l'équipement de l'île de Huahine ;  
- Sachet Christian, technicien de 2e catégorie des A.N.F.A., chef de la subdivision de l'équipement des îles Australes ;  
- Teinaore Tamatoa, surveillant des TP de 4e catégorie des A.N.F.A., chef de secteur de l'équipement de l'île de Raivavae ;  
- Tepea Philippe, capitaine au cabotage à la subdivision de l'équipement des îles Marquises.

Art. 2. — A cet effet, les intéressés prêteront le serment prescrit par la loi.

Art. 3. — Le secrétaire général de la Polynésie française, le procureur général près la cour d'appel de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié au Président du gouvernement du territoire (ministère de la mer, de l'équipement et de l'énergie).

Fait à Papeete, le 13 décembre 1989.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Raymond VERGNE.

**DECISION n° 9 TG du 13 décembre 1989 portant modification de la décision n° 6 TG du 1er septembre 1989 portant désignation dans la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier de délégués de l'administration au sein de la commission administrative chargée, pour chaque bureau de vote, de dresser la liste électorale.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le code électoral et notamment l'article L 17 ;

Vu la circulaire n° 69-352 du 31 juillet 1969, mise à jour le 1er juillet 1987, relative à la révision et à la tenue des listes électorales ;

Vu l'arrêté n° 819 DRCL du 29 août 1989 relatif aux bureaux de vote du territoire de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 6 TG du 1er septembre 1989 portant désignation dans la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier de délégués de l'administration au sein de la commission administrative chargée, pour chaque bureau de vote, de dresser la liste électorale ;

Vu l'arrêté n° 1390-9 BCO du 30 novembre 1987 portant délégation de signature au chef de la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier,

Décide :

Article unique. — L'article 1er de la décision n° 6 TG du 1er septembre 1989 susmentionnée, est modifié à compter du 13 décembre 1989, en ce qui concerne la désignation du délégué de l'administration au sein de la commission administrative chargée de dresser la liste électorale de certains bureaux de vote des communes des Tuamotu-Gambier, comme suit :

Au lieu de :

Commune de Hikueru - bureau de vote de :  
- Hikueru : M. Voisin André

**Lire :**

Commune de Hikueru - bureau de vote de :  
- Hikueru : Melle Teipi Maui

Fait à Papeete, le 13 décembre 1989.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative  
des Tuamotu-Gambier,*  
Claude LOUIS.

---

Par décision n° 1345 PEL.E3 du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 13 décembre 1989.— Est constatée l'arrivée de M. Gérard Gêris, chef de section principal des T.P.E., embarqué le 12 décembre 1989 à Paris-Roissy sur vol AF007, arrivé à Tahiti-Faaa le même jour à 21 h 30. L'intéressé a pris son service le 13 décembre 1989 à Papeete, rejoindra son poste à Uturoa (île de Raiatea) le 19 décembre 1989, en remplacement de M. Bernard Claisse, en qualité d'adjoint-technique au chef de la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent.

Des bons de transport passage et bagages Papeete/Uturoa seront délivrés à M. Gérard Gêris qui voyagera sur le vol n° 430 du 19 décembre 1989, accompagné de son épouse Jacqueline et de son fils Jérôme, né le 11 avril 1983.

Par arrêté n° 1350 DRCL du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 14 décembre 1989.— Le détenu Agnie Mahuta, né le 27 novembre 1960 à Faaa (Tahiti), fils de Teora et de Tekoupoko Parakoti, demeurant chez M. Agnie Teora, Punaauia P.K. 17 côté montagne, est admis à bénéficier de la libération conditionnelle.

En conséquence, après notification du présent arrêté et remise d'un permis de libération, l'intéressé sera mis en liberté et pourra y être laissé jusqu'à expiration de sa peine.

Il fera connaître la localité où il décide de se fixer et devra s'y rendre sans retard. Toutes les fois qu'il aura l'intention de changer

de domicile, il en avisera préalablement la direction des polices urbaines ou la brigade de gendarmerie. Cette disposition n'est pas applicable aux déplacements momentanés à moins qu'une décision spéciale la prescrive.

Le présent arrêté pourra être rapporté et le bénéfice de la libération conditionnelle retiré à l'intéressé par un arrêté, soit pour inconduite habituelle ou publique dûment constatée, soit pour infraction aux conditions auxquelles est subordonné son maintien en liberté.

Dans ce cas, il sera réintégré à la maison d'arrêt pour la durée de sa peine non écoulée au moment de la libération.

Par arrêté n° 1351 DRCL du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 14 décembre 1989.— Le détenu Parau Roland, né le 29 août 1965 à Moerai (Rurutu), fils de Parau Anne-Marie, demeurant chez M. Castellani André, rue de Sainte-Amélie, Papeete, est admis à bénéficier de la libération conditionnelle.

En conséquence, après notification du présent arrêté et remise d'un permis de libération, l'intéressé sera mis en liberté et pourra y être laissé jusqu'à expiration de sa peine.

Il fera connaître la localité où il décide de se fixer et devra s'y rendre sans retard. Toutes les fois qu'il aura l'intention de changer de domicile, il en avisera préalablement la direction des polices urbaines ou la brigade de gendarmerie. Cette disposition n'est pas applicable aux déplacements momentanés à moins qu'une décision spéciale la prescrive.

Le présent arrêté pourra être rapporté et le bénéfice de la libération conditionnelle retiré à l'intéressé par un arrêté, soit pour inconduite habituelle ou publique dûment constatée, soit pour infraction aux conditions auxquelles est subordonné son maintien en liberté.

Dans ce cas, il sera réintégré à la maison d'arrêt pour la durée de sa peine non écoulée au moment de la libération.

# ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

## DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

**DELIBERATION n° 89-147 AT du 23 décembre 1989 prorogeant le délai d'application de la délibération n° 88-110 AT du 29 septembre 1988 portant défiscalisation des bénéfices des sociétés souscrivant à l'augmentation du capital de certaines entreprises en vue de leur extension d'activité ou de leur restructuration afin de favoriser la création ou la sauvegarde d'emplois.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966, modifiée, sur les sociétés commerciales ;

Vu la délibération n° 89-127 AT du 26 octobre 1989 portant ouverture de la session ordinaire dite session budgétaire de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 1412 CM du 18 décembre 1989 approuvé en conseil des ministres dans sa séance du 18 octobre 1989 ;

Vu le rapport n° 150-89 du 22 décembre 1989 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans sa séance du 23 décembre 1989,

Adopte :

**Article 1er.**— Le délai d'application de la délibération n° 88-110 AT du 29 septembre 1988 est prorogé jusqu'au 31 décembre 1989.

**Art. 2.**— L'exonération s'appliquant aux bénéfices réalisés au titre de l'exercice 1988, est admise à titre de souscription à l'augmentation de capital, prévue à l'article 3 - alinéa b de la délibération n° 88-110 AT du 29 septembre 1988, l'incorporation au capital des sommes laissées en compte courant à la disposition de la société jusqu'au 31 décembre 1989.

**Art. 3.**— Les actions et parts sociales représentatives de la souscription, mentionnées à l'article 4 - alinéa 1 de la délibération n° 88-110 AT du 29 septembre 1988, devront être intégralement libérées avant le 31 décembre 1989.

**Art. 4.**— Pour l'application des présentes dispositions, les dossiers de demande d'agrément référencés à l'article 6 de la délibération n° 88-110 AT du 29 septembre 1988, sont ceux qui auront été déposés au secrétariat de la commission des investissements avant le 31 décembre 1989.

**Art. 5.**— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française, selon la procédure d'urgence.

*Le secrétaire,*  
Franklin BROTHERSON.

*Le président,*  
Jean JUVENTIN.

**DELIBERATION n° 89-148 AT du 23 décembre 1989 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, notamment son article 70 ;

Vu la délibération n° 89-127 AT du 26 octobre 1989 portant ouverture de la session ordinaire dite session budgétaire de l'assemblée territoriale à compter du 31 octobre 1989 ;

Dans sa séance du 23 décembre 1989,

Adopte :

**Article 1er.**— La commission permanente est habilitée à régler ou éventuellement à étudier les affaires en instance à l'assemblée territoriale et figurant à l'annexe I ci-jointe.

**Art. 2.**— La commission permanente de l'assemblée territoriale est également habilitée à régler et à adopter toutes les affaires dont l'urgence aura été signalée par le conseil des ministres, à l'exception de celles relevant des matières mentionnées aux articles 63, 68, 69 et 79 de la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française.

**Art. 3.**— La commission permanente est habilitée à désigner les conseillers territoriaux appelés à représenter l'assemblée territoriale dans les organismes extérieurs et les commissions administratives.

**Art. 4.**— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*  
Franklin BROTHERSON.

*Le président,*  
Jean JUVENTIN.



## ANNEXE I

LISTE DES AFFAIRES A REGLER  
PAR LA COMMISSION PERMANENTE*Affaires économiques*

- Projet de délibération relatif au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises et projet de délibération relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprises (AT 726 du 20 octobre 1989 ou 189 CM du 20 octobre 1989).

*Aviation civile*

- Projet de décret complétant le code de l'aviation civile et relatif à la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne (AT 854 du 5 décembre 1989 ou 5889 DRCL du 5 décembre 1989).

*Désignation*

- Lettre de Mme le ministre de la solidarité et des affaires sociales demandant la désignation d'un conseiller territorial qui siègera au sein de la commission réglementant l'accès des mineurs à certaines cassettes vidéo (AT 360 du 31 mai 1989).

*Domaines*

- Projet de délibération portant réglementation de l'exercice de la profession d'agent immobilier (AT 783 du 23 novembre 1988 ou 252 CM du 23 novembre 1988) ;
- Lettre de M. le haut-commissaire transmise pour avis de l'assemblée territoriale sur le dossier relatif à la constitution du domaine de la commune de Tahaa (AT 293 du 16 mai 1988 ou 1422 BAC du 16 mai 1988) ;
- Lettre de M. le haut-commissaire transmise pour avis de l'assemblée territoriale sur les dossiers relatifs à la constitution des domaines des communes de Punaauia et Faavae (AT 294 du 16 mai 1988 ou 1424 BAC du 16 mai 1988) ;
- Lettre de M. le haut-commissaire transmise pour avis de l'assemblée territoriale sur les dossiers relatifs à la constitution des domaines des communes de Gambier et Napuka (AT 326 du 25 mai 1988 ou 1423 BAC du 16 mai 1988) ;
- Lettre de M. le haut-commissaire transmise pour avis de l'assemblée territoriale sur les dossiers relatifs à la constitution des domaines des communes de Hiva Oa et Nuku Hiva (AT 295 du 16 mai 1988 ou 1425 BAC du 16 mai 1988) ;
- Projet de délibération portant cessibilité des terrains concernés par les travaux d'aménagement du mara'e de Taputapuetea (AT 846 du 1er décembre 1989 ou 215 CM du 1er décembre 1989).

*Enseignement*

- Projet de délibération portant création d'un haut comité de l'enseignement et de la formation (AT 302 du 10 mai 1989 ou 77 PR du 10 mai 1989).

*Environnement*

- Projet de délibération fixant une journée annuelle de sensibilisation sur la protection des arbres dénommée "journée de

l'arbre" (AT 724 du 20 octobre 1989 ou 187 CM du 20 octobre 1989).

*Hydrocarbures*

- Projet de délibération habilitant le Président du gouvernement de la Polynésie française à signer l'avenant n° 1 à la convention n° 88-894 du 18 août 1988 relative au transport, au stockage et à la distribution des hydrocarbures dans les îles (AT 656 du 14 septembre 1989 ou 174 PR du 14 septembre 1989).

*Inspection du travail et des lois sociales*

- Projet de délibération fixant le montant des retenues pour pension et le régime de pension applicable aux fonctionnaires des cadres territoriaux non affiliés à un régime de retraite (AT 710 du 10 octobre 1989 ou 186 CM du 10 octobre 1989).

*Port autonome*

- Projet de délibération portant fixation des horaires de travail et du calendrier des jours chômés et fériés dans le port de Papeete (AT 868 du 12 décembre 1989 ou 221 CM du 11 décembre 1989).

*Projets de loi*

- Avis de l'assemblée territoriale sur 2 projets de loi :
  - autorisant l'approbation de la convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, signée à Berne le 19 septembre 1979 ;
  - autorisant l'approbation de la convention relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, signée à Bonn le 26 octobre 1985 (AT 147 du 22 mars 1989 ou 866 DRCL du 20 mars 1989) ;
- Projet de loi relatif à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques (AT 606 du 23 août 1989 ou 2649 DRCL du 22 août 1989) ;
- Projet de loi d'orientation sur les brevets d'invention (AT 734 du 27 octobre 1989 ou 5443 DRCL du 25 octobre 1989) ;
- Projet de loi modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures (AT 735 du 27 octobre 1989 ou 5445 DRCL du 25 octobre 1989) ;
- Projet de loi relatif au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social (AT 738 ou 27 octobre 1989 ou 5471 DRCL du 27 octobre 1989).

*Santé*

- Projet de délibération relatif au diplôme de donneur de sang bénévole (AT 725 du 20 octobre 1989 ou 188 CM du 20 octobre 1989).

**DELIBERATION n° 89-149 AT du 23 décembre 1989 portant clôture de la session ordinaire dite session budgétaire de l'assemblée territoriale.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française et notamment son article 50 ;

Vu la délibération n° 89-127 AT du 26 octobre 1989 portant ouverture de la session ordinaire dite session budgétaire de l'assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 23 décembre 1989,

Adopte :

Article 1er.—La session ordinaire dite session budgétaire de l'assemblée territoriale est close le 23 décembre 1989 à 4 heures 31.

Art. 2.— Le Président du gouvernement du territoire et le président de l'assemblée territoriale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Franklin BROTHERRSON.

Le président,  
Jean JUVENTIN.

**ARRETES DU GOUVERNEMENT  
OU DES MINISTRES**

**PRESIDENCE**

**ARRETE n° 1417 CM du 21 décembre 1989 relatif au prix de la viande de porc dans le territoire.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu la décision n° 762 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général relatif aux prix des produits au stade de la production dans le territoire ;

Vu la décision n° 51 AE du 12 janvier 1984 fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation dans le territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu la décision n° 716 AE du 17 février 1977 réglementant l'affichage des prix de la viande chez les bouchers et les détaillants ;

Vu la décision n° 1700 AE du 27 août 1984 portant organisation de l'approvisionnement et de la commercialisation de la viande de porc ;

Vu l'arrêté n° 721 CM du 26 juillet 1985 relatif aux règles de facturation propres à la commercialisation de la viande de porc ;

Vu l'arrêté n° 599 CM du 29 mai 1986 modifiant la décision n° 1700 AE du 27 août 1984 portant organisation de l'approvisionnement et de la commercialisation de la viande de porc ;

Vu l'arrêté n° 54 CM du 14 janvier 1988 relatif aux prix de la viande de porc locale dans le territoire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 20 décembre 1989,

Arrête :

Article 1er.— Dans les îles de Tahiti et de Moorea, les prix à tous les stades de la production et de la distribution de la viande de porc sont établis dans les conditions définies par le présent arrêté.

Art. 2.— Le prix limite de vente au kilo du porc vif sur pied par le producteur est fixé comme suit :

Qualité de porc	Elevage en porcherie	Elevage en cocoteraie
Porc de moins de 70 kg	Libre	Libre
Porc de 70 à 110 kg	375 F CFP	265 F CFP
Plus de 110 kg	305 F CFP	230 F CFP
Animaux de réforme	240 F CFP	185 F CFP

Art. 3.— Les prix cités à l'article 2 peuvent être ajustés en fonction de l'évolution du prix des aliments. Cet ajustement ne peut être effectué qu'à due concurrence de 70 % de l'évolution en valeur relative du prix réglementaire des aliments. Il se détermine dans les conditions suivantes :

$$H = (P - 30) \times 70 \% \times TA$$

H étant l'augmentation du prix producteur en F CFP par kg.

P étant le prix de vente producteur réglementaire en vigueur en F CFP par kg.

TA le taux d'augmentation du prix de l'aliment.

En cas d'actualisation, l'augmentation du prix producteur est répercutée en valeur relative sur le prix de gros et de détail de la viande de porc.

Les prix résultant de l'application des dispositions définies dans le présent article sont notifiés aux intervenants par voie de circulaire.

Art. 4.— Les prix limites de vente du kilo au stade de gros des morceaux de porc énumérés ci-après sont fixés comme suit :

Nature des morceaux	Prix au kilo
Jambon	695 F CFP
Epaule	635 F CFP
Poitrine	530 F CFP
Côtes ou longues sous bardière	790 F CFP
Collier	400 F CFP
Bardière	160 F CFP

Ces prix ne s'appliquent aux morceaux précités que si ces derniers sont commercialisés entiers. Les bouchers-grossistes sont tenus d'offrir à la vente des morceaux entiers.

Art. 5.— La découpe de gros du porc et les différents morceaux qui en résultent sont définis en annexe 1 du présent arrêté.

Art. 6.— Le prix limite de vente au kilo des carcasses de porc sans la tête et les abats est fixé à 580 F CFP le kilo.

Art. 7.— Le prix limite de vente au kilo au stade de détail de la viande de porc parée est fixé comme suit :

Nature des morceaux	Type de commerce	
	Supermarchés et commerces traditionnels	Marché
Jambon - cuissot	930 F CFP	840 F CFP
Côtes	1.035 F CFP	910 F CFP
Rôti	1.320 F CFP	1.320 F CFP
Epaule	815 F CFP	815 F CFP
Poitrine	660 F CFP	645 F CFP

Art. 8.— La viande de porc parée est une viande prête à cuire. L'épaisseur de la matière grasse ne devra jamais excéder 1,5 cm sur le jambon, 1 cm sur les côtes, 0,5 cm sur les rôtis autres que ceux réalisés dans le filet. Les rôtis préparés dans le filet devront être totalement dégraissés.

Art. 9.— Dans les îles autres que Tahiti et Moorea, le prix de vente du porc sur pied et de la viande de porc à tous les stades est librement établi.

Art. 10.— Les bouchers-abatteurs de Tahiti et Moorea doivent tenir à jour un carnet récapitulatif de leurs achats où figurera pour chaque porc ou lot de porcs acheté :

- la date d'achat,
- le prix d'achat au kilo,
- le poids vif par kilo,
- la signature de l'éleveur.

Art. 11.— Toute disposition contraire à celle du présent arrêté est abrogée.

Art. 12.— Les infractions au présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 susvisée.

Art. 13.— L'arrêté n° 54 CM du 14 janvier 1988 relatif aux prix de la viande de porc local dans le territoire est abrogé.

Art. 14.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 décembre 1989.  
Alexandre LEONTIEFF.

## ANNEXE

La découpe de gros du porc local à partir d'une carcasse sans tête, ni rognons s'effectue comme suit :

### 1 - Pied avant

On trace une ligne AB passant entre l'extrémité inférieure du radius et du cubitus d'une part, et de la première rangée des os ou carpe d'autre part.

### 2 - Pied arrière

On trace une ligne CB intéressant l'extrémité inférieure du tibia mais épargnant les parties supérieures du calcaneum et de l'astragale.

### 3 - Collier

On trace une ligne EF perpendiculaire à l'axe longitudinal du tronc, passant en avant de la première vertèbre cervicale.

### 4 - Epaule

On trace une ligne GH perpendiculaire à l'axe longitudinal du corps, passant entre la 4ème et la 5ème côte.

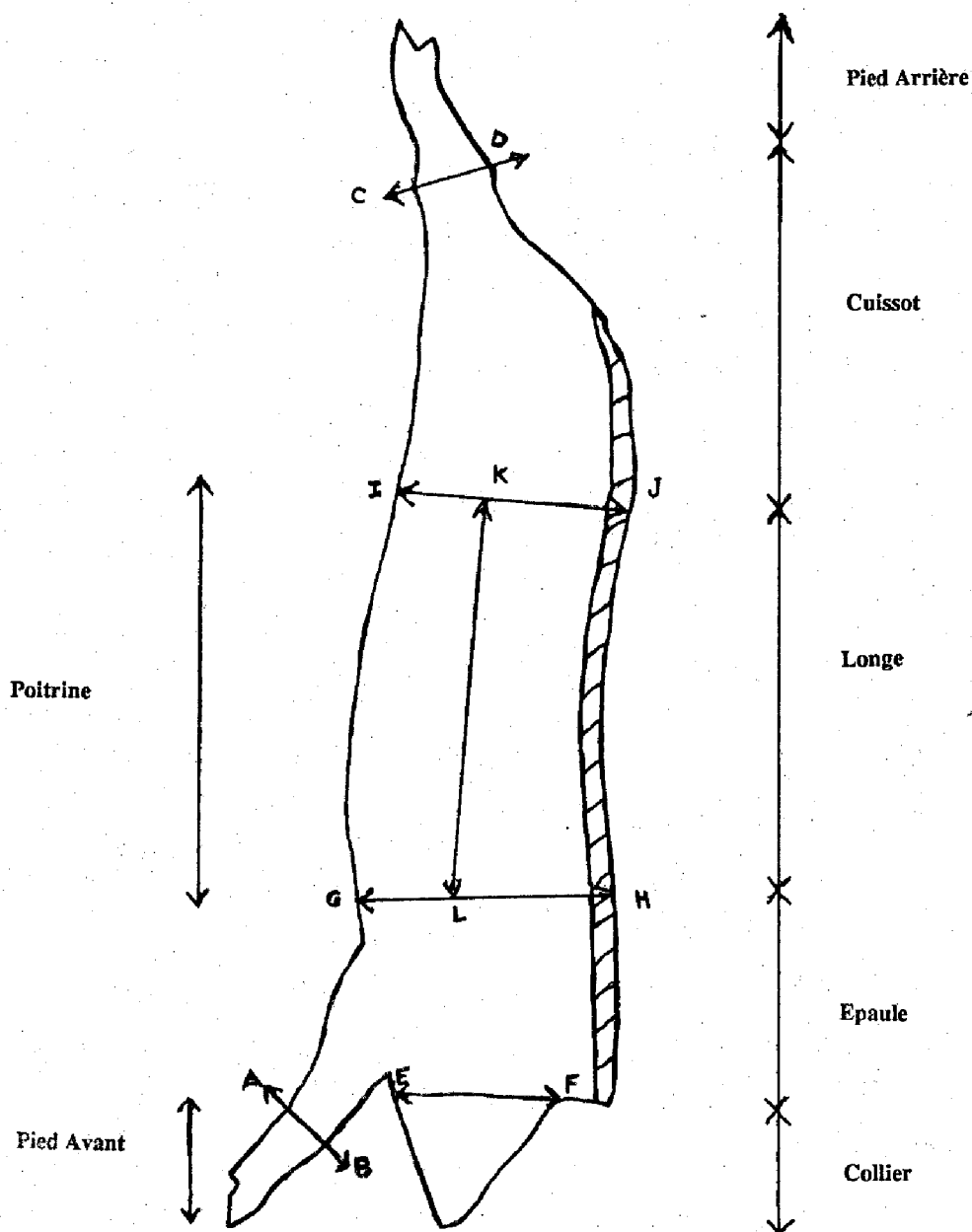
### 5 - Jambon

On trace une ligne IG perpendiculaire à l'axe longitudinal du corps passant par l'articulation entre la 6ème vertèbre lombaire et le sacrum.

### 6 - Longe et poitrine

Elles se composent du morceau restant ; on les individualise en traçant une ligne KL parallèle à l'axe du corps passant par le milieu des côtes et séparant les deux parties en morceaux approximativement égaux.

## SCHEMA DE DECOUPE DU PORC



Bardière

**ARRETE n° 1427 CM du 26 décembre 1989 relatif au régime d'importation de certains articles de pyrotechnie.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu la décision n° 86-283 CEE du 30 juin 1986 du Conseil des communautés européennes relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne ;

Vu le code des douanes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 675 CM du 2 juin 1989 fixant le cadre du programme annuel d'importation pour 1989 des produits soumis au contrôle du commerce extérieur ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 décembre 1989,

Arrête :

Article 1er.— L'importation des articles de pyrotechnie relevant des codifications douanières 36.04.10.00 et 36.04.90.90 est interdite.

Art. 2.— Des dérogations à l'interdiction instituée par l'article 1er peuvent être accordées par le Président du gouvernement, sous couvert d'une licence d'importation :

- aux communes et aux établissements hôteliers pour des spectacles pyrotechniques, sous réserve d'un engagement à prendre toutes dispositions utiles en matière de sécurité au moment de l'utilisation,

ou

- pour les commandes conclues par les importateurs avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sous réserve de la justification du caractère ferme de ces commandes,

ou

- pour les articles qui ne sont ni détonnants, ni autopropulseurs, ni destinés à la propulsion.

Art. 3.— Toute infraction au présent arrêté fera l'objet de poursuites conformément aux dispositions prévues par le code des douanes de la Polynésie française.

Art. 4.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 décembre 1989.  
Alexandre LEONTIEFF.

**ARRETE n° 1428 CM du 26 décembre 1989 portant mise à jour des codifications statistiques du tarif des douanes.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-136 AT du 13 octobre 1988 relative à l'adoption par la Polynésie française du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises dit "tarif S.H." ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 décembre 1989,

Arrête :

Article 1er.— Les codifications statistiques du tarif des douanes sont modifiées conformément à la nomenclature jointe en annexe au présent arrêté (1).

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 décembre 1989.  
Alexandre LEONTIEFF.

(1) L'annexe peut être consultée au service des douanes.

**ARRETE n° 1448 CM du 27 décembre 1989 portant concession de l'entrepôt spécial de produits pétroliers à la Société polynésienne de transport et de stockage d'hydrocarbures (S.P.D.H.).**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu la délibération n° 81-79 du 11 septembre 1981 réglementant le régime des entrepôts sous douane en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2218 D du 22 octobre 1981 fixant les conditions d'application du chapitre IV du code des douanes ;

Vu la demande faite le 18 décembre 1989 par la Société polynésienne de transport et de stockage d'hydrocarbures (S.P.D.H.) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 décembre 1989,

Arrête :

Article 1er.— La Société polynésienne de transport et de stockage d'hydrocarbures (S.P.D.H.), siège social, immeuble Vaïete, boulevard Pomare, est autorisée à exploiter en qualité de titulaire un entrepôt spécial pour le stockage de produits pétroliers.

Art. 2.— L'entrepôt spécial est rattaché administrativement au bureau de douane de Papeete port et est constitué dans les réservoirs d'entreposage numérotés de T1 à T6 installés dans le dépôt de la digue récifale du port de Papeete :

- pour le fioul, cuve T6 ;
- pour le gazole, cuve T7 ;
- pour l'essence, cuve T1 ;
- pour les carburateurs, cuves T2 et T5 ;
- pour le contaminat, cuve T4.

Art. 3.— Les lieux d'entreposage devront présenter toutes les garanties relatives à une parfaite conservation des produits stockés en suspension des droits et taxes d'importation. Ils seront agréés par le chef du service des douanes au vu des certificats de jauge qui devront être produits par la société.

Les réservoirs destinés au stockage des produits pétroliers doivent posséder dans leur partie supérieure un ou plusieurs trous de jauge, être pourvus d'escaliers à plan incliné et muni de garde-fous et d'une passerelle permettant un accès facile aux ouvertures situées sur le dôme, être individualisés par un numéro d'ordre ou une lettre, peint en un endroit visible.

La durée de validité des barèmes de jauge est fixée à 10 ans.

Les canalisations d'entrée et de sortie conservant des produits non dédouanés devront être connues du service des douanes et leurs certificats de jauge devront être déposés auprès de ce service.

Les dispositifs de mesurage des produits tels que compteurs et jaugeurs automatiques doivent être certifiés par un service de métrologie.

Art. 4.— Toute modification des installations de stockage ou de la gestion de l'entrepôt devra être portée à la connaissance du service des douanes préalablement à la date d'entrée en vigueur de cette modification.

Art. 5.— Toute modification de la société devra être portée dans les plus brefs délais à la connaissance du service des douanes. La cessation d'activité entraînant la fermeture de l'entrepôt devra être portée à la connaissance du service des douanes, trois mois avant la fermeture définitive.

Art. 6.— Le titulaire de l'agrément d'entrepôt devra tenir les cuves de stockage et leurs éléments annexes, vannes, canalisations, pompes en parfait état et répondra de tout déficit dans les produits stockés survenu par suite d'un mauvais état ou d'un fonctionnement défectueux des installations de stockage.

Art. 7.— Les produits pétroliers qui seront stockés dans l'entrepôt seront la propriété de la société Polypétrole et Shell qui est désignée comme entrepositaire.

Art. 8.— L'entrepositaire devra pouvoir justifier des produits stockés en qualité et en quantité à toutes réquisitions des agents des douanes.

Il devra tenir, conjointement avec le service des douanes, une comptabilité des matières stockées. Cette comptabilité sera agréée par le chef du service des douanes.

Art. 9.— La déclaration d'entrée en entrepôt spécial se fera sur un imprimé du modèle S, celle de mise à la consommation du modèle C et celle éventuellement de réexportation du modèle R.

Elles seront souscrites au nom ou pour le compte de l'entrepositaire.

Les déclarations de mise à la consommation ou de réexportation seront décennales et devront reprendre les opérations effectuées durant la décade écoulée. A cet effet, l'entrepositaire est tenu de souscrire auprès du trésorier-payeur général une soumission annuelle cautionnée de crédit d'enlèvement.

Les taxes à percevoir seront :

- à la mise en entrepôt : la taxe de péage portuaire ;
- lors des mises à la consommation : les droits et taxes en vigueur qui étaient applicables aux produits lors de leur mise à la consommation effective ;
- lors des réexportations : la taxe de statistique.

Art. 10.— Le délai de séjour des marchandises en entrepôt spécial ne pourra dépasser trois ans.

A l'expiration du délai de séjour, les droits et taxes afférents aux produits qui se trouvent encore dans l'entrepôt deviendront immédiatement exigibles.

Art. 11.— Le titulaire de l'agrément d'entrepôt est tenu de rembourser à la demande du service des douanes les frais d'exercice de l'entrepôt et de mettre à la disposition de celui-ci les fournitures de bureau et les installations nécessaires à l'exécution du service. Il s'engage par ailleurs à acquitter le paiement des indemnités dues aux agents des douanes pour tout travail effectué en dehors des heures légales d'ouverture des bureaux.

Art. 12.— L'entrepôt spécial ne sera autorisé à fonctionner qu'après acceptation par le trésorier-payeur général d'une soumission annuelle cautionnée dont le montant sera calculé en fonction des risques réels encourus par le Trésor public, souscrite par le titulaire de l'agrément d'entrepôt pour ses obligations fixées aux articles 2 à 7 ci-dessus et d'une soumission annuelle cautionnée dont le montant sera calculé en fonction des risques réels encourus par le Trésor public souscrite par l'entrepositaire pour ses obligations fixées aux articles 8 à 10.

Art. 13.— Tout manquement aux règles fixées ci-dessus pourra entraîner, indépendamment des sanctions prévues par le code des douanes, la suppression du régime de l'entrepôt spécial.

Art. 14.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 décembre 1989.  
Alexandre LEONTIEFF.

**ARRETE n° 1449 CM du 27 décembre 1989 portant concession de l'entrepôt privé spécial de produits pétroliers à la Société tahitienne des oléoducs.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 relatif à la nomination de membres du gouvernement ;

Vu la délibération n° 81-79 du 11 septembre 1981 réglementant le régime des entrepôts sous douane en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2218 D du 22 octobre 1981 fixant les conditions d'application du chapitre IV du code des douanes ;

Vu la demande faite par la Société tahitienne des oléoducs du 13 décembre 1989 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 décembre 1989,

Arrête :

Article 1er.— La Société tahitienne des oléoducs, B.P. 64 à Papeete, est autorisée à exploiter, sous le régime de l'entrepôt spécial, les deux oléoducs reliant le nouvel appontement pétrolier de Motu Uta aux entrepôts spéciaux de produits pétroliers régulièrement agréés.

Art. 2.— L'entrepôt est constitué par les 2 oléoducs qui seront utilisés pour les opérations d'importation, de soutage de gazoles et de fiouls et de transferts inter-entrepôts et par deux réservoirs d'une capacité de 200 m<sup>3</sup> chacun installés sur l'appontement pétrolier. Ces réservoirs sont destinés à recevoir le volume de gazole ou de fioul 180 est à 1 % de soufre lorsque l'oléoduc est utilisé pour le transfert d'un produit différent.

Art. 3.— Entre deux utilisations, les oléoducs seront maintenus pour leur capacité totale entre l'appontement et les entrepôts spéciaux, remplis pour l'un de gazole, pour le second de fioul 180 est à 1 % de soufre.

Art. 4.— Les lieux d'entreposage devront présenter toutes les garanties relatives à une parfaite conservation des produits stockés en suspension des droits et taxes d'importation. Ils seront agréés par le chef du service des douanes au vu des certificats de jauge qui devront être produits par la Société tahitienne des oléoducs.

La durée de validité des barèmes de jauge est fixée à 10 ans.

Les canalisations d'entrée et de sortie conservant des produits non dédouanés devront être connues du service des douanes et leurs certificats de jauge devront être déposés auprès de ce service.

Les dispositifs de mesurage des produits tels que compteurs et jaugages automatiques doivent être certifiés par un service de métrologie.

Art. 5.— Toute modification des installations de stockage ou de la gestion de l'entrepôt devra être portée à la connaissance du service des douanes préalablement à la date d'entrée en vigueur de cette modification.

Art. 6.— Toute modification de la société devra être portée dans les plus brefs délais à la connaissance du service des douanes. La cessation d'activité entraînant la fermeture de l'entrepôt devra être portée à la connaissance du service des douanes, trois mois avant la fermeture définitive.

Art. 7.— L'entrepositaire devra pouvoir justifier des produits stockés en qualité et en quantité à toutes réquisitions des agents des douanes.

Il devra tenir les cuves de stockage, les oléoducs et leurs éléments annexes, vannes, canalisations, pompes en parfait état et répondra de tout déficit dans les produits stockés survenu par suite d'un mauvais état ou d'un fonctionnement défectueux des installations de stockage.

Il devra tenir, conjointement avec le service des douanes, une comptabilité des matières stockées. Cette comptabilité sera agréée par le chef du service des douanes.

Art. 8.— Compte tenu des transferts réguliers qui seront effectués par les oléoducs, le délai de séjour est permanent.

Art. 9.— Le concessionnaire est tenu de rembourser à la demande du service des douanes les frais d'exercice de l'entrepôt et de mettre à la disposition de celui-ci, les fournitures de bureau et les installations nécessaires à l'exécution du service. Il s'engage par ailleurs à acquitter le paiement des indemnités dues aux agents des douanes pour tout travail effectué en dehors des heures légales d'ouverture des bureaux.

Art. 10.— L'entrepôt spécial ne sera autorisé à fonctionner qu'après acceptation par le trésorier-payeur général d'une soumission annuelle cautionnée dont le montant sera calculé en fonction des risques réels encourus par le Trésor public.

Art. 11.— Tout manquement aux règles fixées ci-dessus pourra entraîner, indépendamment des sanctions prévues par le code des douanes, la suppression du régime de l'entrepôt spécial.

Art. 12.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 décembre 1989.  
Alexandre LEONTIEFF.

MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE,  
DU TOURISME ET DES SPORTS

**ARRETE n° 1469 CM du 28 décembre 1989 maintenant en seconde lecture les termes de la délibération n° 31-89 du 3 novembre 1989.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, du tourisme et des sports ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 relatif à la nomination de membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation et fonctionnement de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu la délibération n° 42-89 du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 décembre 1989,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 42-89 prise en conseil d'administration du 27 décembre 1989 maintenant en seconde lecture les termes de sa délibération n° 31-89 du 3 novembre 1989.

Art. 2.— Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, du tourisme et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 décembre 1989.  
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

Pour le ministre du travail, de l'emploi  
et de la formation professionnelle,  
du tourisme et des sports :

*Le ministre de la mer, de l'équipement  
et de l'énergie,*  
Boris LEONTIEFF.

#### DELIBERATION N° 42-89

Le conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française,

Vu l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation et fonctionnement de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956 fixant les règles relatives aux opérations financières et comptables de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 1154 CM du 3 décembre 1987 fixant le nouveau plan comptable de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés ;

Vu l'arrêté n° 357 TLS du 8 février 1961 portant institution d'un régime d'aide aux vieux travailleurs salariés et en confiant la gestion à la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu le décret n° 57-245 du 24 février 1957 sur la réparation et la prévention des accidents du travail et maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés ;

Vu la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 instituant un régime de retraite des travailleurs salariés de Polynésie française ;

Vu la décision modifiée n° 754 TLS du 10 octobre 1978 portant refonte des textes relatifs à la classification des secteurs d'activité au regard de la Caisse de prévoyance sociale et aux taux de cotisations qui leur sont applicables ;

Vu l'arrêté n° 475 CM du 14 avril 1987 fixant le taux de cotisations à charge des retraités pour le financement du régime assurance maladie-invalidité ;

Vu la délibération n° 31-89 du 3 novembre 1989 du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu le procès-verbal de réunion du conseil d'administration en date du 27 décembre 1989 ;

Vu l'avis exprimé à l'unanimité par les membres du conseil d'administration au cours de cette séance,

Adopte :

Article 1er.— Le conseil d'administration maintient en seconde lecture les termes de sa délibération n° 31-89 du 3 novembre 1989, jointe en annexe.

Art. 2.— Le directeur du travail est chargé de donner suite à la présente délibération.

Fait à Papeete, le 27 décembre 1989.

*Le président,*  
J.P. VOISIN.

*Le secrétaire,*  
Mme le chef du service  
des affaires sociales.

*Le directeur du travail,*  
M. PETTELOT.

Le Président du gouvernement du territoire :  
Alexandre LEONTIEFF.

#### DELIBERATION N° 31-89

Le conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française,

Vu l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation et fonctionnement de la Caisse de prévoyance sociale ;



Vu l'arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956 fixant les règles relatives aux opérations financières et comptables de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 1554 CM du 3 décembre 1987 fixant le nouveau plan comptable de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés ;

Vu l'arrêté n° 357 TLS du 8 février 1961 portant institution d'un régime d'aide aux vieux travailleurs salariés et en confiant la gestion à la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu le décret n° 57-245 du 24 février 1957 sur la réparation et la prévention des accidents du travail et maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés ;

Vu la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 instituant un régime de retraite des travailleurs salariés de Polynésie française ;

Vu la décision modifiée n° 754 TLS du 10 octobre 1978 portant refonte des textes relatifs à la classification des secteurs d'activité au regard de la Caisse de prévoyance sociale et aux taux de cotisations qui leur sont applicables ;

Vu l'arrêté n° 475 CM du 14 avril 1987 fixant le taux de cotisations à charge des retraités pour le financement du régime assurance maladie-invalidité ;

Vu le procès-verbal de réunion du conseil d'administration en date des 3 et 7 novembre 1989 ;

Vu l'avis exprimé à l'unanimité par les membres du conseil d'administration au cours de cette séance,

Adopte :

Article 1er. — Le conseil d'administration demande la modification, à compter du 1er janvier 1990, des plafonds de rémunérations à retenir pour le calcul des cotisations et des taux de cotisations suivant le barème ci-joint.

Art. 2. — Le directeur du travail est chargé de donner suite à la présente délibération.

Fait à Papeete, le 3 novembre 1989.

*Le président,*  
W. ELLACOTT.

*Le secrétaire,*  
Mme le chef du service  
des affaires sociales.

*Le directeur du travail,*  
M. PETTELOT.

Le Président du gouvernement du territoire :  
Alexandre LEONTIEFF.

TABLEAU DES PLAFONDS MENSUELS DE REMUNERATIONS  
SOUMISES A COTISATIONS ET DES TAUX DE COTISATIONS A COMPTER DU 1ER JANVIER 1990.

Régimes	Fonds spécial habituel	P.F.	A.V.T.S.	A.T.	Retraite (1)	Assurance maladie (3)
Plafonds mensuels	110.000 F	135.000 F	130.000 F	150.000 F	(2)	401.000 F
<i>Secteurs d'activité</i>						
- Ecoles, cantines et associations diverses à but non lucratif	1 %	3,65 %	0,62 %	0,50 %	6,75 %	9,90 %
- Aquiculture - Agriculture	1 %	6,18 %	0,62 %	2,04 %	6,75 %	9,90 %
- Acconage	1 %	6,18 %	0,62 %	3,94 %	6,75 %	9,90 %
- Armement	1 %	6,18 %	-	-	-	-
- Professions libérales et organismes financiers	1 %	8,75 %	0,62 %	0,50 %	6,75 %	9,90 %
- Commerces de produits, services divers	1 %	8,75 %	0,62 %	0,88 %	6,75 %	9,90 %
- Constructions, transports terrestres, industries et artisanats divers	1 %	8,75 %	0,62 %	2,79 %	6,75 %	9,90 %
- Services publics ou para-publics	1 %	10,02 %	0,62 %	1,24 %	6,75 %	9,90 %
- Transports aériens	1 %	8,75 %	0,62 %	6,11 %	6,75 %	9,90 %
- Entreprises de production cinématographique	1 %	8,75 %	0,62 %	6,11 %	6,75 %	9,90 %
- Gens de maison	1 %	3,65 %	0,62 %	0,50 %	6,75 %	9,90 %

(1) Cotisations retraite : quote-part patronale 4,50 % — quote-part salariale 2,25 %

(2) Plafond retraite : 2,5 fois la valeur mensuelle du S.M.I.G. au 31 décembre 1989.

(3) Cotisations assurance maladie : quote-part patronale 6,60 % — quote-part salariale 3,30 %.

**MINISTÈRE DE LA MER, DE L'ÉQUIPEMENT  
ET DE L'ÉNERGIE**

**ARRETE n° 7656 MME du 21 décembre 1989 portant attribution de surveillance du port de Tapuamu (Tahaa) à M. Huioutu Georges, chef de secteur de Tahaa de la direction de l'équipement.**

Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination des membres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 793 PR du 16 décembre 1987 relatif aux attributions du ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie, modifié par l'arrêté n° 514 PR du 4 juillet 1988 et complété par l'arrêté n° 219 PR du 3 mai 1989 ;

Vu la délibération n° 81-17 du 5 février 1981 portant règlement général de la police des ports maritimes et rades de la Polynésie française rendue exécutoire par arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 ;

Vu l'arrêté n° 6679 MME du 9 novembre 1989 portant affectation en qualité de chef de secteur de Tahaa de la direction de l'équipement de M. Georges Huioutu ;

Vu l'arrêté n° 6978 MME du 28 novembre 1989 portant attribution de surveillance du port de Tapuamu (Tahaa) à M. Huioutu Georges, chef de secteur de Tahaa de la direction de l'équipement,

Arrête :

Article 1er.— M. Huioutu Georges, chef de secteur de Tahaa de la direction de l'équipement assure en sus de ses fonctions actuelles, la fonction de surveillant du port de Tapuamu à Tahaa.

Art. 2.— A ce titre, les attributions de M. Huioutu Georges consistent en l'application, dans le port et dans la rade de Tapuamu de la délibération n° 81-17 du 5 février 1981 visée supra.

Art. 3.— L'entretien des installations fait partie de la mission de surveillance du port.

Art. 4.— Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 6978 MME du 28 novembre 1989 portant attribution de surveillance du port de Tapuamu (Tahaa) à M. Huioutu Georges.

Art. 5.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 décembre 1989.  
Boris LEONTIEFF.

**ARRETE n° 7657 MME du 21 décembre 1989 portant attribution de surveillance du port de Fare (Huahine) à M. Lo Yat Robert, chef de secteur de Huahine de la direction de l'équipement.**

Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination des membres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 793 PR du 16 décembre 1987 relatif aux attributions du ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie, modifié par l'arrêté n° 514 PR du 4 juillet 1988 et complété par l'arrêté n° 219 PR du 3 mai 1989 ;

Vu la délibération n° 81-17 du 5 février 1981 portant règlement général de la police des ports maritimes et rades de la Polynésie française rendue exécutoire par arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 ;

Vu la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration du 10 mai 1968 et ses avenants n° 1, 2, 3, 4 et 5 ;

Vu le contrat de travail n° 78-258 du 12 juin 1978 de M. Lo Yat Robert ;

Vu l'arrêté n° 6678 MME du 9 novembre 1989 portant affectation en qualité de chef de secteur de Huahine de la direction de l'équipement de M. Lo Yat Robert ;

Vu l'arrêté n° 6982 MME du 28 novembre 1989 portant attribution de surveillance du port de Fare (Huahine) à M. Lo Yat Robert, chef de secteur de Huahine de la direction de l'équipement ;

Vu l'exploitation du port de Fare,

Arrête :

Article 1er.— M. Lo Yat Robert, chef de secteur de Huahine de la direction de l'équipement assure en sus de ses fonctions actuelles, la fonction de surveillant du port de Fare à Huahine.

Art. 2.— A ce titre, les attributions de M. Lo Yat Robert consistent en l'application, dans le port et dans la rade de Fare de la délibération n° 81-17 du 5 février 1981 visée supra.

Art. 3.— L'entretien des installations fait partie de la mission de surveillance du port.

Art. 4.— Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 6982 MME du 28 novembre 1989 portant attribution de surveillance du port de Fare (Huahine) à M. Lo Yat Robert.

Art. 5.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 décembre 1989.  
Boris LEONTIEFF.

---

**ARRETE n° 7658 MME du 21 décembre 1989 portant attribution de surveillance du port de Farepiti (Bora Bora) à M. Clark Andrew, chef de secteur de Bora Bora de la direction de l'équipement.**

Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie.

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination des membres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 793 PR du 16 décembre 1987 relatif aux attributions du ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie, modifié par l'arrêté n° 514 PR du 4 juillet 1988 et complété par l'arrêté n° 219 PR du 3 mai 1989 ;

Vu la délibération n° 81-17 du 5 février 1981 portant règlement général de la police des ports maritimes et des rades de la Polynésie française rendue exécutoire par arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 ;

Vu la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration du 10 mai 1968 et ses avenants n° 1, 2, 3, 4 et 5 ;

Vu le contrat de travail n° 68-464 du 21 août 1968 de M. Clark Andrew ;

Vu l'arrêté n° 6677 MME du 9 novembre 1989 portant affectation en qualité de chef de secteur de Bora Bora de la direction de l'équipement à M. Clark Andrew ;

Vu l'arrêté n° 6980 MME du 28 novembre 1989 portant attribution de surveillance du port de Farepiti (Bora Bora) à M. Clark

Andrew, chef de secteur de Bora bora de la direction de l'équipement ;

Vu l'exploitation du port de Farepiti,

Arrête :

Article 1er.— M. Clark Andrew, chef de secteur de Bora Bora de la direction de l'équipement assure en sus de ses fonctions actuelles, la fonction de surveillant du port de Farepiti à Bora Bora.

Art. 2.— A ce titre, les attributions de M. Clark Andrew, consistent en l'application, dans le port et dans la rade de Farepiti de la délibération n° 81-17 du 5 février 1981 visée supra.

Art. 3.— L'entretien des installations fait partie de la mission de surveillance du port.

Art. 4.— Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 6980 MME du 28 novembre 1989 portant attribution de surveillance du port de Farepiti (Bora Bora) à M. Clark Andrew.

Art. 5.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 décembre 1989.  
Boris LEONTIEFF.

---

**ARRETE n° 7700 MME du 27 décembre 1989 portant ouverture d'une enquête publique préalable à la délivrance d'une autorisation d'utilisation de forces hydrauliques dans la vallée de Hanatetena (Ile de Tahuata).**

Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie.

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 514 PR du 4 juillet 1988 relatif aux attributions du ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie ;

Vu l'arrêté n° 150 CM du 27 février 1985 relatif à la forme et à la procédure d'instruction des demandes en concession ou en autorisation et des déclarations d'utilité publique des ouvrages hydrauliques ;

Vu la demande de la mairie de Tahuata en date du 31 octobre 1989 ;

Sur proposition du chef du service territorial de l'énergie et des mines,

Arrête :

Article 1er.— Une enquête préalable à la délivrance d'une autorisation de forces hydrauliques dans la vallée de Hanatetena, commune de Tahuata, est ordonnée et s'ouvrira dans cette commune.

Art. 2.— Le dossier de l'enquête, comprenant les pièces énumérées aux articles 2 et 3 de l'arrêté n° 150 CM du 27 février 1985, sera déposé du 8 janvier 1990 inclus au 23 janvier 1990 inclus dans les bureaux du service territorial de l'énergie et des mines et dans la mairie de Tahuata, accompagné du registre d'enquête destiné à recevoir les observations du public.

Art. 3.— Huit jours au moins avant le début de l'enquête, un avis au public sera publié dans deux journaux habilités à cet effet et fera l'objet d'une lecture radiodiffusée.

Pendant toute la durée de l'enquête, le présent arrêté sera affiché dans les lieux visés à l'article 2 ci-dessus.

L'accomplissement de ces mesures sera certifié par le maire en ce qui concerne l'affichage et par le commissaire enquêteur en ce qui concerne les insertions par voie de presse et l'avis radiodiffusé. Ces certificats seront annexés au dossier de l'enquête.

Art. 4.— Pendant les heures d'ouverture au public du service ou de la mairie visés à l'article 2 ci-dessus, toutes les personnes intéressées seront admises à prendre connaissance des pièces du dossier et à consigner leurs observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet, à les adresser par écrit, soit au maire ou au chef du service territorial de l'énergie et des mines.

Art. 5.— A l'expiration du délai fixé à l'article 2 ci-dessus, le maire et le commissaire enquêteur, chacun en ce qui le concerne, closent et signent les registres d'enquête qui sont adressés dans les quarante huit heures au chef du service territorial de l'énergie et des mines qui les transmettra sans délai au commissaire enquêteur.

Ce dernier, dans un délai de trente jours, devra donner son avis motivé accompagné du procès-verbal de l'opération, après avoir entendu toute personne qu'il jugera susceptible de l'éclairer.

En cas d'impossibilité de respecter le délai ci-dessus, le commissaire enquêteur en réfèrera au Président du gouvernement qui prononcera, s'il y a lieu, un sursis à statuer.

A l'issue de ce délai, le dossier de l'enquête sera transmis au chef du service territorial de l'énergie et des mines, B.P. 3829 Papeete.

Art. 6.— M. Hervé Danton, domicilié au service de l'énergie et des mines, B.P. 3829 Papeete, est nommé commissaire enquêteur.

Art. 7.— Le chef du service territorial de l'énergie et des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 décembre 1989.  
Boris LEONTIEFF.

#### A V I S

#### D'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DELIVRANCE D'UNE AUTORISATION DE FORCES HYDRAULIQUES DANS LA VALLEE DE HANATETENA (ILE DE TAHUATA)

Conformément aux dispositions de l'arrêté n° 150 CM du 27 février 1985 relatif à la forme et à la procédure d'instruction des demandes en concession ou en autorisation des ouvrages hydrau-

liques, sur une demande de la commune de Tahuata visant à l'obtention d'une autorisation de forces hydrauliques dans la vallée de Hanatetena, commune de Tahuata, une enquête publique est ouverte à compter du 8 janvier 1990 jusqu'au 23 janvier 1990.

Les pièces du dossier de cette demande peuvent être consultées à la mairie de Tahuata et, à Papeete, au service territorial de l'énergie et des mines.

M. Hervé Danton, adjoint au chef du service territorial de l'énergie et des mines, B.P. 3829, Papeete, est nommé commissaire enquêteur.

Les observations ou oppositions sont reçues, pendant la durée de l'enquête, sur les lieux de consultation des dossiers ou adressées par lettre à M. le maire de la commune de Tahuata ou à M. le chef du service territorial de l'énergie et des mines.

Les demandes en concurrence sont à adresser au ministère de la mer, de l'équipement et de l'énergie, au plus tard le 25 décembre 1989.

Par arrêté n° 1415 CM du 21 décembre 1989.— Le territoire de la Polynésie française se porte acquéreur d'une action de la S.A. Electricité de Tahiti.

La dépense est imputable sur l'opération n° 376-89 du chapitre 914.

#### MINISTERE DE LA SANTE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ARRETE n° 778 PR du 22 décembre 1989 mettant à la disposition temporaire de l'établissement public dénommé "Institut de formation des travailleurs sociaux" les agents des services territoriaux admis à suivre la formation B.A.S.E. (brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative).

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 161 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions du ministre de la solidarité et des affaires sociales, de la jeunesse, de la famille et de la consommation ;

Vu l'arrêté n° 523 PR du 4 juillet 1988 relatif aux attributions du ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique ;

Vu la délibération n° 88-105 AT du 4 août 1988 portant création de l'Institut de formation des travailleurs sociaux ;

Vu l'arrêté n° 1144 CM du 13 octobre 1988 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut de formation des travailleurs sociaux ;

Vu l'arrêté n° 600 CM du 3 mai 1989 abrogeant l'article 4 et modifiant l'article 12 de l'arrêté n° 1144 CM du 13 octobre 1988 ;

Vu le règlement intérieur n° 1 de l'Institut de formation des travailleurs sociaux,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre des missions de l'Institut de formation des travailleurs sociaux, une formation au B.A.S.E., sous la responsabilité du ministre de la solidarité et des affaires sociales, de la jeunesse, de la famille et de la consommation, sera organisée au bénéfice des agents des services territoriaux reçus à la sélection des mois d'avril et de septembre 1989.

Art. 2.— Sont admis à suivre la formation les agents dont les noms suivent :

- Amo Agathe (service de la santé publique) ;
- Temaurioraa Antonio (service territorial de la jeunesse) ;
- Van Hoeffen Wysard, Vetea (service territorial de la jeunesse) ;
- Virau Alexis (service territorial de la jeunesse).

Art. 3.— Pendant la formation, qui s'étale de septembre 1989 à juin 1991, ces agents sont mis à la disposition de l'Institut de formation des travailleurs sociaux pour :

- les 270 heures de cours théoriques, prévus par regroupements d'une semaine par mois ;
- les 80 heures de stage de formation aux techniques éducatives ou d'animation.

Art. 4.— Les ministres du gouvernement apporteront, en tant que de besoin, leur concours au ministre de la solidarité et des affaires sociales, de la jeunesse, de la famille et de la consommation pour la réussite de cette opération.

Art. 5.— Le ministre de la solidarité et des affaires sociales, de la jeunesse, de la famille et de la consommation et le ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 décembre 1989.  
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la solidarité  
et des affaires sociales,  
de la jeunesse, de la famille  
et de la consommation,*  
Huguette HONG KIOU.

*Le ministre de la santé,  
de l'environnement  
et de la recherche scientifique,*  
Jacqui DROLLET.

**ARRETE n° 7678 MSE du 22 décembre 1989 portant composition du comité consultatif du parc naturel territorial Te Faaiti.**

Le ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 678 CM du 5 juin 1989 portant classement de la vallée Faaiti appelée parc naturel territorial de Faaiti et notamment son article 6,

Arrête :

Article 1er.— Le comité consultatif du parc naturel territorial de Faaiti est composé des membres suivants :

- le délégué à l'environnement, secrétaire du comité consultatif, ou son représentant ;
- le chef du service du tourisme, ou son représentant ;
- le chef du service du plan et de l'aménagement du territoire, ou son représentant ;
- le directeur du département archéologie du Centre polynésien des sciences humaines, ou son représentant ;
- M. Claude Monnet, directeur de l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (O.R.S.T.O.M.), en Polynésie, ou M. Jacques Florence, botaniste à l'O.R.S.T.O.M. ;
- M. Patrick Demougeot, conseiller pédagogique en sciences naturelles à la direction des enseignements secondaires, ou M. Mare Burlier, conseiller pédagogique en éducation-physique à la direction des enseignements secondaires ;
- M. Pierre Dargelos, inspecteur départemental de l'éducation nationale chargé de la circonscription pédagogique de Tahiti-Est, Marquises, ou M. Rémi Calenge, inspecteur professeur à l'école normale ;
- MM. Francis Gooding, Marc Allain, et frère Maxime Chan, représentant la Fédération des associations de protection de l'environnement, ou MM. Patrice Maury, Henri Jay et Elie Poroi ;
- M. Alphonse Fau Fau représentant la commune de Hitiaa O Te Ra, ou M. Jean-Claude Terrierooteraï.

Art. 2.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié aux intéressés.

Fait à Papeete, le 22 décembre 1989.  
Jacqui DROLLET.

Par arrêté n° 777 PR du 22 décembre 1989.— M. Stéphane Chin Loy est nommé membre de la commission des installations classées en qualité de représentant de la Chambre de commerce et d'industrie de la Polynésie française.

Par arrêté n° 7677 MSE du 22 décembre 1989.— M. Jean Jacques Chanteau, directeur du Syndicat central de l'hydraulique, est autorisé à installer et exploiter une unité de désinfection d'eau potable au chlore gazeux et un dépôt de bouteilles de chlore sur un terrain situé dans la vallée de la Papeivi sise à Faaone, P.K. 51 dans la commune de Taiarapu-Est.

#### *Équipement et caractéristiques*

L'installation qui relève de la 1ère classe comprendra :

- un local de chloration électrique abritant :
  - deux bouteilles de chlore équipées de leurs chloromètres et inverseurs ;
  - deux pompes de surpression ;
  - une armoire de télécommande.
- un dépôt de 20 bouteilles de 50 kg de chlore gazeux.

L'établissement sera implanté et exploité conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

#### *Installations électriques*

Les installations électriques devront répondre à la norme C 15100 et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien ou un installateur compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### *Prescriptions se rapportant au dépôt*

Le dépôt sera à plus de 8 mètres de la voie publique ainsi que de tout local habité ou occupé par des personnes et à 20 mètres de toute construction renfermant des matières combustibles ou construites en matériaux combustibles.

À l'intérieur du dépôt, les récipients seront placés verticalement, à l'abri des radiations solaires et de manière à être facilement inspectés ou déplacés.

Il est interdit de se livrer à l'intérieur du dépôt à des réparations quelconques des récipients ainsi qu'à des transvasements ou à une utilisation quelconque du chlore.

En cas de constatation de fuite, le récipient défectueux sera immédiatement évacué, s'il n'a été possible d'obturer la fuite par un moyen pratique (serrage du robinet, pointeau, matage du plomb de sécurité, etc.).

L'évacuation des récipients défectueux sera faite dans les plus brefs délais et dans des conditions évitant tout danger ou inconvénient pour le voisinage.

À l'intérieur du dépôt sera installée en permanence une cuve de capacité suffisante et contenant une solution alcaline permettant l'immersion d'un récipient présentant une fuite en attente d'évacuation. Cette cuve sera surmontée d'un palan et d'un dispositif d'attache permettant de réaliser rapidement cette manœuvre.

On disposera d'un nombre suffisant de masques à gaz d'un modèle agréé, entretenus en bon état et placés en dehors du dépôt, de manière à pouvoir pénétrer dans celui-ci en cas d'accident.

Le personnel sera entraîné à leur emploi.

On s'assurera de la bonne maintenance des appareils de sécurité tels que détecteurs de chlore à cellule sèche, masques à gaz. Les appareils présentant la moindre anomalie devront être remplacés immédiatement.

#### *Prescriptions générales*

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions de l'alinéa suivant du présent arrêté.

L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usées ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées, l'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

Le tenue d'un registre consignait toutes ces opérations pourra être exigée.

#### *Prescriptions administratives*

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

#### *Prescriptions complémentaires*

Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 modifiée.

L'inspecteur des installations classées est chargé du contrôle de l'établissement autorisé.

Il pourra prescrire, aux frais de l'exploitant, toute analyse et mesure des effluents liquides ou gazeux.

Par arrêté n° 1429 CM du 26 décembre 1989.— Est rendue exécutoire la délibération n° 14 ITRM/89 portant admission en non valeur de créances irrécouvrables, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut le 31 octobre 1989.

Par arrêté n° 1430 CM du 26 décembre 1989.— Est rendue exécutoire la délibération n° 15 ITRM/89 portant attribution d'une subvention à l'Association du personnel de l'institut Louis-Malardé, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut le 31 octobre 1989.

Par arrêté n° 1431 CM du 26 décembre 1989.— Est rendue exécutoire la délibération n° 16 ITRM/89 portant approbation du budget modifié pour l'exercice 1989 (activité principale), adoptée par le conseil d'administration de l'Institut le 31 octobre 1989.

Par arrêté n° 1432 CM du 26 décembre 1989.— Est rendue exécutoire la délibération n° 17 ITRM/89 portant approbation du budget modifié pour l'exercice 1989 (activité annexe), adoptée par le conseil d'administration de l'Institut le 31 octobre 1989.

Par arrêté n° 1433 CM du 26 décembre 1989.— Est rendue exécutoire la délibération n° 18 ITRM/89 portant acceptation d'un don en matériel par l'Organisation mondiale de la santé, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut le 31 octobre 1989.

Par arrêté n° 1434 CM du 26 décembre 1989.— Est rendue exécutoire la délibération n° 19 ITRM/89 habilitant le président du conseil d'administration à soutenir en justice les actions relatives à la défense des intérêts de l'établissement, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut le 31 octobre 1989.

Par arrêté n° 1435 CM du 26 décembre 1989.— Est rendue exécutoire la délibération n° 20 ITRM/89 portant approbation du budget pour l'exercice 1990 au titre de l'activité annexe, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut le 31 octobre 1989.

Par arrêté n° 1436 CM du 26 décembre 1989.— Est rendue exécutoire la délibération n° 21 ITRM/89 portant approbation du budget pour l'exercice 1990 au titre de l'activité principale, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut le 8 décembre 1989.

Par arrêté n° 1437 CM du 26 décembre 1989.— Est rendue exécutoire la délibération n° 22 ITRM/89 habilitant le directeur de l'institut Louis-Malardé à accepter un avenant sur marché existant, adoptée par le conseil d'administration de l'Institut le 8 décembre 1989.

Par arrêté n° 1438 CM du 26 décembre 1989.— Est rendue exécutoire la délibération n° 23 ITRM/89 habilitant le directeur de l'institut Louis-Malardé à signer deux conventions d'aide du Fonds d'incitation à la recherche scientifique et technologique (F.I.R.S.T.), adoptée par le conseil d'administration de l'Institut le 8 décembre 1989.

Par arrêté n° 1439 CM du 26 décembre 1989.— Est rendue exécutoire la délibération n° 9-89 CHT portant approbation du budget du Centre hospitalier territorial pour l'exercice 1990, adoptée par le conseil d'administration du Centre hospitalier territorial le 5 décembre 1989.

Par arrêté n° 1440 CM du 26 décembre 1989.— Est rendue exécutoire la délibération n° 10-89 CHT portant approbation du budget annexe de l'école de sages-femmes pour l'exercice 1990, adoptée par le conseil d'administration du Centre hospitalier territorial le 5 décembre 1989.

Par arrêté n° 1441 CM du 26 décembre 1989.— Est rendue exécutoire la délibération n° 11-89 CHT portant proposition du prix de journée d'hospitalisation pour l'année 1990, adoptée par le

conseil d'administration du Centre hospitalier territorial le 5 décembre 1989.

Par arrêté n° 1442 CM du 26 décembre 1989.— Est rendue exécutoire la délibération n° 12-89 CHT habilitant le président du Centre hospitalier territorial à négocier une convention avec la Caisse de prévoyance sociale, adoptée par ledit conseil le 5 décembre 1989.

Par arrêté n° 1443 CM du 26 décembre 1989.— Est rendue exécutoire la délibération n° 13-89 CHT habilitant le directeur du Centre hospitalier territorial à signer une convention relative au financement du programme de recherche "le goître en Polynésie française en 1989", adoptée par le conseil d'administration du Centre hospitalier territorial le 5 décembre 1989.

Par arrêté n° 1444 CM du 26 décembre 1989.— Est rendue exécutoire la délibération n° 14-89 CHT portant approbation du projet de marché passé avec la société S.H.R.T. pour assurer le service de l'alimentation du Centre hospitalier territorial, adoptée par le conseil d'administration du Centre hospitalier territorial le 5 décembre 1989.

**MINISTRE DU DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS,  
DU DOMAINE ET DES AFFAIRES FONCIERES**

Par arrêté n° 1420 CM du 26 décembre 1989.— Est autorisée l'acquisition d'une parcelle de terre de 35 m<sup>2</sup> sise à Pirae à détacher de la terre Tepohue 6, cadastrée section H n° 350 appartenant au conseil d'administration de la mission catholique (CAMICA) moyennant le prix de *cent cinquante mille francs* (150.000 F) payable comptant toutes formalités remplies.

Les frais de rédaction et de publication de l'acte ainsi que le prix sont imputables au chapitre 900.01, article 2100, opération 88.88, AE 182.88.

Par arrêté n° 1421 CM du 26 décembre 1989.— Est autorisée l'acquisition par le territoire de la Polynésie française d'une parcelle de terre sise commune de Punaauia de 38 m<sup>2</sup>, dépendant de la terre Raituna I Tai Raituna I Uta cadastrée section Ac n° 111, appartenant à Mme Teheatua Maitui, moyennant le prix de *cent quatre-vingt-deux mille quatre cents francs* (182.400 F) payable comptant toutes formalités remplies.

Les frais de rédaction et de publication de l'acte ainsi que le prix sont imputables au chapitre 900.01, article 2100, opération 312.86, AE 298.86.

Par arrêté n° 1423 CM du 26 décembre 1989.— Est autorisée, au profit de l'Etat français, ministère de la défense-gendarmerie, l'affectation d'une parcelle de la terre domaniale Mukaopaoho (partie), sise à Taiohae (Nuku-Hiva), d'une superficie de 540 m<sup>2</sup> environ, limitée :

- au nord, à l'est et au sud par le surplus de la terre domaniale Mukaopaoho sur 11 mètres, 52 m et 10 m ;
- et à l'ouest par la terre Hakapahi occupée par la gendarmerie 55 m.

Par arrêté n° 1425 CM du 26 décembre 1989.— Sont accordées, aux clauses et conditions habituelles, les autorisations d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime dans les îles des Tuamotu suivant figurant au tableau ci-après :

N°s d'ordre	Bénéficiaires	Désignation	Situation	Destination	Redevances annuelles
COMMUNE DE MANIHI					
1) à AHE					
1	Juliano Faafatua	4 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1.150 m <sup>2</sup>	face au motu n° 123 à 400 m du rivage	3 stations de collectage de naissains de nacre de 50 x 1 m	15.000 F
2	Pere Florina Bellais épouse Rehua	2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 2.000 m <sup>2</sup>	au nord-est de l'îlot RO à 55 m environ du rivage	1 parc à poissons (1.000 m <sup>2</sup> )	5.000 F
			à 200 m de la terre Tatupegiaro	élevage de la nacre (1.000 m <sup>2</sup> )	10.000 F
2) à MANIHI					
3	Adoratore Petero Tupana	1 emplacement maritime de 1.000 m <sup>2</sup>	à 1.000 m de la terre Puharata-Karari	ferme perlière	20.000 F
COMMUNE DE ARUTUA					
1) à ARUTUA					
4	Tevero Roi	1 emplacement maritime de 400 m <sup>2</sup>	au regard de l'îlot Mahuta à environ 300 m du rivage	ferme perlière	10.000 F
5	Ah Loy Moe	5 emplacements maritimes d'une superficie totale de 2.150 m <sup>2</sup>	à 1 km du rivage	3 stations de collectage de 50 x 1 m	15.000 F
			à 100 m du rivage	élevage de la nacre (1.000 m <sup>2</sup> )	10.000 F
6	Mareta Tuparua Opeta	5 emplacements maritimes d'une superficie totale de 2.150 m <sup>2</sup>	à 150 m de la terre Koakiaki	ferme perlière (1.000 m <sup>2</sup> )	20.000 F
				3 stations de collectage de naissains de nacre de 50 x 1 m	15.000 F
7	Temaunu Rauhei Tomaru	- d° -	à 1 km de la terre Mahuta	élevage de la nacre (1.000 m <sup>2</sup> )	10.000 F
				ferme perlière (1.000 m <sup>2</sup> )	20.000 F
8	Tekura Ellis (ex-Moe) épouse Teahui	- d° -	à 500 m de la terre Koakiaki	3 stations de collectage de 50 x 1 m	15.000 F
				élevage de la nacre (1.000 m <sup>2</sup> )	10.000 F
2) à APATAKI					
9	Tahiri Pahai Fauura (ex- Henere)	2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 2.000 m <sup>2</sup>	au regard de la terre Te- vaiautea à 100 m environ du rivage	ferme perlière (1.000 m <sup>2</sup> )	20.000 F
10	Daniel Paca Taveré	5 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1.450 m <sup>2</sup>	au regard du motu Tamaro à 4 km environ du rivage	3 stations de collectage de 50 x 1 m	15.000 F
			au regard du motu Totoro à 500 m environ du rivage	élevage de la nacre (1.000 m <sup>2</sup> )	10.000 F
			au regard de Moturoa, au bord du rivage	1 parc à poissons (500 m <sup>2</sup> )	5.000 F



N°s d'ordre	Bénéficiaires	Désignation	Situation	Destination	Redevances annuelles
11	Philippe Turai Benjamin Tetohu	2) à <b>APATAKI</b> 2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 600 m <sup>2</sup>	dans la passe Tehere, au regard de la terre Naminami	2 parcs à poissons	15.000 F
<b>COMMUNE DE HAO</b>					
12	Alban Kohueinui	1) à <b>HIAO</b> 3 emplacements maritimes d'une superficie totale de 150 m <sup>2</sup>	à 500 m de la terre Ohakere	3 stations de collectage de naissains de nacre de 50 x 1 m	15.000 F
13	Paul Jules Tu Piki Rosenblatt	1 emplacement maritime de 500 m <sup>2</sup>	face à la terre Marie	ferme perlière	10.000 F
14	Teraimaeva Faraire et Teraieroo Tetahu Faraire	5 emplacements maritimes d'une superficie totale de 2.150 m <sup>2</sup>	au regard du motu Nikau à 600 m du rivage	3 stations de collectage de 50 x 1 m élevage de la nacre (1.000 m <sup>2</sup> ) ferme perlière (1.000 m <sup>2</sup> )	15.000 F 10.000 F 20.000 F
15	Temaui Terei Foster	2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 400 m <sup>2</sup>	au droit de la terre Nake à 200 m du rivage au lieu-dit Oveve près du rivage	1 parc à poissons 1 parc à poissons	5.000 F 10.000 F
16	Tefakahia Temaui Foster	1 emplacement maritime de 600 m <sup>2</sup>	au droit du motu Opahoa	1 parc à poissons	5.000 F
2) à <b>AMANU</b>					
17	Terega Mauati	1 emplacement maritime de 300 m <sup>2</sup>	à la passe Teakariki	1 parc à poissons	5.000 F
<b>COMMUNE DE HIKUERU</b>					
à <b>HIKUERU</b>					
18	Ireno Teamo Tangihia Mohau	2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 600 m <sup>2</sup>	au regard du motu Tekotaha à 100 m du rivage au regard de la terre Ongovari à 100 m du rivage	1 parc à poissons 1 parc à poissons	5.000 F 15.000 F
<b>COMMUNE DE RANGIROA</b>					
à <b>RANGIROA</b>					
19	Marere Henri Tahito-Teraï	2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 4.000 m <sup>2</sup>	face à la terre n° 273 Faahami (B 9/4) face à la terre n° 314 Teupihara (B 21/4)	1 parc à poissons (2.000 m <sup>2</sup> ) 1 parc à poissons (2.000 m <sup>2</sup> )	5.000 F 15.000 F

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

Par arrêté n° 7703 MED/PEL du 27 décembre 1989.— Le concours externe, sur épreuves, pour le recrutement d'un électromécanicien, agent contractuel de 2e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, affecté à la direction de la santé publique (hôpital de Uturoa), est organisé ainsi qu'il suit.

Le concours est ouvert aux candidats satisfaisant aux conditions générales d'accès aux emplois de l'administration du territoire, édictées par l'arrêté n° 500 PR du 26 juin 1985 et titulaires du D.U.T. ou B.T.S. de génie civil ou du BAC et scolarité A de l'école des travaux publics.

Les candidats doivent retirer leur dossier de candidature auprès du service du personnel et de la fonction publique, bâtiment administratif A1, 2e étage, Papeete.

Les dossiers de candidature devront comporter les pièces suivantes :

- une photo d'identité ;
- une demande de participation au concours, établie sur formulaire remis au service du personnel et de la fonction publique ;
- une fiche individuelle d'état civil et de nationalité française ;
- une photocopie du diplôme requis, certifiée conforme à l'original ;
- une attestation de résidence de 5 ans consécutifs sur le territoire au minimum.

La date limite de dépôt, au service du personnel et de la fonction publique, des dossiers définitifs de candidature, est fixée au mercredi 17 janvier 1990, à 15 h 00.

Tout dossier parvenu incomplet ou ultérieurement à cette date au service du personnel et de la fonction publique ne sera pas pris en considération.

Les épreuves d'admission se dérouleront les 16 et 19 février 1990.

Un centre d'examen sera ouvert à Papeete.

La nature des épreuves figurent en annexe au présent arrêté (1).

La commission d'examen appelée à se prononcer sur les admissions est composée comme suit :

- le ministre de l'éducation et de la fonction publique ou son représentant ;
- le ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique ou son représentant ;
- le directeur de la santé publique ou son représentant ;
- le chef du service des finances et de la comptabilité ou son représentant ;
- le chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim ou son représentant.

(1) Cette annexe peut être consultée au service du personnel et de la fonction publique, bâtiment administratif A1, 2e étage, Papeete.

**MINISTÈRE DU BUDGET, DU PLAN  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

Par arrêté n° 765 PR du 21 décembre 1989.— M. Daniel Wang Sang, né le 24 septembre 1966 à Papeete, est nommé clerc assermenté à l'étude de Me Georges Constantinesco.

Avant d'entrer en fonctions, M. Wang Sang prêtera serment devant la cour d'appel de Papeete.

Par arrêté n° 766 PR du 21 décembre 1989.— Il est accordé une subvention d'équipement d'un montant de *trente trois millions de francs CFP* (33.000.000 F CFP) au profit du syndicat mixte "Aimeo Nui" pour le financement des travaux d'extension et de renforcement du réseau du SMAN.

Dans la limite des crédits de paiement affectés à la couverture de celle-ci, la subvention visée ci-dessus sera versée par fractions au vu des pièces justificatives dûment acquittées d'un montant au moins égal à celui de la subvention.

La dépense est imputable au budget du territoire, sous-chapitre 912, article 180, opération 367-89, exercice 1989 "Subvention au syndicat mixte "Aimeo Nui".

Par arrêté n° 768 PR du 21 décembre 1989.— Il est reversé à l'Office territorial de l'action sociale et de la solidarité (O.T.A.S.S.) un dernier acompte de sa subvention Etat de *quarante six millions sept cent vingt huit mille deux cent trente cinq francs CFP* (46.728.235 F CFP).

La dépense est imputable au budget de fonctionnement, sous-chapitre 95210, article 657-14 "Subvention à l'Office territorial de l'action sociale et de la solidarité", exercice 1989.

Par arrêté n° 769 PR du 21 décembre 1989.— Il est accordé une subvention de *six millions trois cent quatre-vingt mille francs CFP* (6.380.000 F CFP) au profit de l'association Harrison W. Smith pour la gestion du jardin botanique "Motu Ovini".

La dépense est imputable au budget de fonctionnement, sous-chapitre 96109, article 657-35 "Subvention à l'association Harrison W. Smith", exercice 1989.

Par arrêté n° 1426 CM du 26 décembre 1989.— Les dépenses ordinaires du budget du territoire, exercice 1989, sont modifiées comme suit (*en milliers de francs FCF*) :

S/chap	Art.	LIBELLES	EN +	EN —
960.10	651.03	Autres interventions Primes et aides au développement économique		150.000
960.11	651.04	Interventions exceptionnelles Prime à la construction	150.000	

Par arrêté n° 7699 MEF du 27 décembre 1989.— L'arrêté n° 318 PR/MPA du 21 mars 1988 portant nomination de Melles Emma O'Connor et Moea Fontaine, respectivement régisseurs de recettes titulaire et suppléant au service territorial des transports aériens, est modifié comme suit :

*Au lieu de lire* : "Mme Moea Fontaine".  
*Lire* : "M. Emile Loo Fat".

Le reste sans changement.

**MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT,  
DES TRANSPORTS TERRESTRES  
ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

**ARRETE n° 779 PR du 22 décembre 1989 accordant un congé de quarante-huit jours à Maître Jean Solari, notaire et portant nomination de M. Bernard Bruggmann, en qualité d'intérimaire.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions de membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 165 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions du ministre de l'urbanisme et du logement, des transports terrestres et de l'administration générale ;

Vu l'article 88 du décret n° 57-1002 du 12 septembre 1957 déterminant le statut du notariat en Polynésie française ;

Vu la demande de Maître Jean Solari en date du 13 novembre 1989 ;

Vu l'avis du procureur général près la Cour d'appel de Papeete, chef du service judiciaire,

Arrête :

Article 1er. — L'intitulé de l'arrêté n° 719 PR du 28 novembre 1989 est modifié comme suit : "accordant un congé de quarante-huit jours à Maître Jean Solari", le reste sans changement.

Art. 2. — A compter de la même date et pendant l'absence de Maître Jean Solari, M. Bernard Bruggmann est nommé notaire intérimaire. Il cessera ses fonctions, pour lesquelles il a déjà prêté serment, deux jours après le retour du notaire titulaire.

Art. 3. — Le ministre de l'urbanisme et du logement, des transports terrestres et de l'administration générale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 décembre 1989.  
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de l'urbanisme et du logement,  
des transports terrestres  
et de l'administration générale,  
François NANAI.*

Par arrêté n° 780 PR du 22 décembre 1989. — M. Jacques Malix, président de la coopérative du collège Pomare IV dont le siège social est sis à Papeete - B.P. 49 Papeete - est autorisé à organiser une tombola au capital de 5 millions de francs composé de 50.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage a lieu en une seule fois le 26 mai 1990 à Papeete.

La présente tombola est assujettie au paiement de la taxe sur le capital des loteries créée par la délibération n° 88-1 AT du 28 janvier 1988.

Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné à l'achat de salles de classe, à l'achat de mobilier et de matériels pédagogiques, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets. Tout vendeur d'un carnet aura droit à un billet gratuit.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Les lots seront les suivants :

1er lot : un bateau (à moteur 40 CV)	1.000.000 F
2e lot : une semaine pour deux à Los Angeles	270.000 F
3e lot : une vidéo multisystème	170.000 F
5e lot : un week-end à Tetiaroa	60.000 F

Par arrêté n° 781 PR du 22 décembre 1989. — M. Eugène Haereraaroa, président de l'A.S. Central sport, dont le siège est sis à Tipaerui - Papeete - B.P. 1951 Papeete, est autorisé à organiser une tombola au capital de 60.000.000 de francs composé de 600.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage a lieu en une seule fois le 29 avril 1990 à Papeete.

Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné à l'aménagement des installations de la salle de sports sise dans la vallée de Tipaerui, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets. Tout vendeur d'un carnet aura droit à un billet gratuit.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Les lots seront les suivants : Primes aux vendeurs :

1er lot	: 10.000.000 F	3.000.000 F
2e lot	: 2.000.000 F	200.000 F
3e lot	: 1.000.000 F	100.000 F
4e lot	: 500.000 F	50.000 F
5e au 9e lot	: 100.000 F (chacun)	10.000 F (chacun)

Par arrêté n° 782 PR du 22 décembre 1989. — M. Paul Hargous, président de l'A.P.E.L. de l'école Sainte-Thérèse - B.P. 51277 Pirae - est autorisé à organiser une tombola au capital de 5 millions de francs composé de 50.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 31 mars 1990.

La présente tombola est assujettie au paiement de la taxe sur le capital des loteries créée par la délibération n° 88-1 AT du 28 janvier 1988.

Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné à la construction d'un bâtiment de deux étages, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Les lots seront les suivants :

- 1er lot : 1 voiture Ford Fiesta C. Festival avec taxe comprise
- 2e lot : 2 passages PPT/Santiago du Chili/PPT offerts par Lan Chile
- 3e lot : 1 bijou offert par la bijouterie Fouchard
- 4e lot : 1 tableau offert par François Teritehau
- 5e lot : 1 mixer multi fonctions Kitchen Aid offert par Electro Tahiti
- 6e lot : 2 passages PPT/Rangiroa/PPT offerts par Air Tahiti
- 7e lot : 2 passages PPT/Bora Bora/PPT offerts par Air Tahiti
- 8e lot : 2 passages PPT/Raiatea/PPT offerts par Air Tahiti
- 9e lot : 2 passages PPT/Huahine/PPT offerts par Air Tahiti
- 10e lot : 1 bon d'achat offert par le magasin Materna (valeur 20.000 F).

Par arrêté n° 783 PR du 22 décembre 1989.— M. Gilles Thuret, président de l'A.S. Aorai dont le siège social est sis à Taunua, B.P. 3274 Papeete, est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 60.000.000 de francs composé de 600.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage a lieu en une seule fois le 27 mai 1990 à Papeete.

Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné à l'agrandissement de la salle de basket-ball et au fonctionnement des sections, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets. Tout vendeur d'un carnet aura droit à un billet gratuit.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Les lots seront les suivants :

Primes aux vendeurs :

- |           |              |             |
|-----------|--------------|-------------|
| 1er lot : | 12.000.000 F | 1.200.000 F |
| 2e lot :  | 2.000.000 F  | 200.000 F   |
| 3e lot :  | 1.000.000 F  | 100.000 F   |
| 4e lot :  | 500.000 F    | 50.000 F    |
| 5e lot :  | 500.000 F    | 50.000 F    |
| 6e lot :  | 100.000 F    | 10.000 F    |
| 7e lot :  | 100.000 F    | 10.000 F    |
| 8e lot :  | 100.000 F    | 10.000 F    |

Par arrêté n° 784 PR du 22 décembre 1989.— M. Sylvain Jouen, président de l'A.S. Phénix dont le siège social est sis à Papeete - B.P. 150 - est autorisé à organiser une tombola au capital de 60.000.000 de francs composé de 300.000 billets à 200 francs l'un et dont le tirage a lieu en une seule fois le 1er juillet 1990 à Papeete.

Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné à la construction du gymnase, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets. Tout vendeur d'un carnet aura droit à un billet gratuit.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Les lots seront les suivants :

- 1er lot : 12.000.000 F
- 2e lot : 2.000.000 F
- 3e lot : 1.000.000 F
- 4e lot : 1.000.000 F
- 5e lot : 1.000.000 F
- 6e lot : 1.000.000 F
- 7e lot : 1.000.000 F
- 8e lot : 1.000.000 F

Une prime de 10 % est attribuée aux vendeurs des lots gagnants.

Par arrêté n° 7676 MUR du 22 décembre 1989.— Une dérogation aux dispositions de l'article 12 H appliquées à la zone B' du règlement d'urbanisme des communes de Papeete, Pirae et Arue, est accordée à la S.C.I. Fare Ata pour la réalisation de la résidence Fare Ata sise à Orovini, dans les conditions définies au dossier présenté au C.O.M.A.P., sous le n° 89-8, en date des 1er et 22 août 1989.

Cette dérogation concerne la hauteur des immeubles (R + 2) et (R + 3), respectivement de 9 mètres et 12 mètres sans disposition de recul au dernier niveau.

La dérogation accordée par le présent arrêté pourra être rapportée en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de sa publication.

# ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

## ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

### SERVICE DU CADASTRE

#### A V I S N° 582 C

Conformément aux articles 5 et 6 de la délibération n° 76-116 du 14 septembre 1976 rendue exécutoire par arrêté n° 5665 AA du 1er octobre 1976, les propriétaires sont avisés de la clôture des opérations de délimitation des terres de la commune de Punaauia comprises entre le P.K. 15 et le P.K. 18, côté montagne.

Les documents cadastraux correspondants sont à la disposition des personnes intéressées qui peuvent les consulter au service du cadastre de Fare Ute.

A l'expiration d'un délai de six mois suivant la parution du présent avis, les résultats des opérations de délimitation seront considérés comme définitifs en l'absence de titres écrits et probants.

Fait à Papeete, le 19 décembre 1989.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef de service du cadastre,*  
S. DEBAT.

### LISTE EXHAUSTIVE DES COMMUNES (OU PARTIES) SOUMISES A LA CONSERVATION CADASTRALE

Commune	Surface	Partie concernée	J.O.P.F.
Arue	1.560	Totalité	31/12/78
Faaa	3.620	Au-dessous de la R.D.O. Sections P et R Section S Sections T et V	30/04/81 30/11/82 15/02/83 31/10/83
Mahina	2.351	Côté mer Sections M, N, O, P, R et S Sections T1 à T3 et V1 à V3 Sections W1 à W4 Sections W5 à W7, V4, V5 Sections X1 à X8 Sections Y1 à Y3 Sections Y4, Y5 et V6	28/02/83 31/01/84 31/10/84 01/08/85 01/01/86 01/02/86 12/03/87 26/11/87
Pirae	1.500	Côté mer Sections R, H, I, K, L, N, O1 Sections M, O2, O3, P, R, R2, R3 Sections O4, S1, S2, S3, T1, T2	15/05/84 01/08/85 20/06/86 04/02/88
Punaauia	2.553	Sections A, B, C, D, E Sections H1, H2, H3, I Sections D, E, K, L, M Sections S1 à S3 Sections N, O, P Sections R, AB, AC, AD Sections AE, AH, AI, AK Sections AL, AM, AN, AO, BC, BD Sections BE, BH, BI, BK, BL, BM, BN, BO, BP, BR, CD et CE Sections CH, CI, CK, CL, CM, AP, AR, AS	30/09/84 01/05/85 20/05/86 11/06/87 16/07/87 06/08/87 23/12/87 31/03/88 08/09/88 16/03/89
Teva I Uta (Papeari)	931	Vallée Vaite	02/06/88
Hitiaa O Te Ra (Papeenoo)	961	Sections AB, AC, AD, AE, AH, AI, AK, AO, AP	20/04/89

Commune	Surface	Partie concernée	I.O.P.F.
Maupiti	1.140	Totalité	30/11/82
Anaa	564	Faaite	06/04/89
Arutua	55	Arutua (partie)	01/05/82
	34	Apataki (partie)	31/07/80
	1.104	Kaukura	31/05/76
Fakahina	830	Totalité	30/06/84
Makemo	51	Makemo (partie)	31/07/83
Manihi	1.300	Manihi	15/03/82
	1.220	Ahe	30/04/78
Napuka	630	Totalité	30/07/87
Nukutavake	412	Nukutavake	01/07/85
	158	Pinaki	20/01/86
	298	Vairaatea	10/08/86
Pukapuka	633	Totalité	01/04/85
Rangiroa	7.920	Totalité	15/10/75
Takaroa	1.650	Takaroa	30/06/82
	1.500	Takapoto	15/04/77
	345	Tikei	30/09/82
Tatakoto	730	Totalité	30/11/82
Tureia	665	Totalité	10/04/86
Fatuhiva	8.500	Totalité	30/04/75
Hiva-Oa	31.550	Atuona	31/01/76
		Puamau - sections B1, B2, B3, B4	01/06/85
		Puamau - sections C, D, E, H, I, K, L, M, N, O, P	01/11/86
Tahuata	7.100	Totalité	30/04/77

Fait à Papeete, le 22 décembre 1989.

Pour le ministre et par délégation :

Le chef de service du cadastre,

S. DEBAT.

## INSPECTION DU TRAVAIL ET DES LOIS SOCIALES

## A V I S

En application des dispositions des articles 76 et 79 du code du travail d'outre-mer et de l'article 15 de la loi du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail, il est envisagé de rendre obligatoires pour tous les employeurs et tous les travailleurs du secteur du commerce et de la réparation automobile, les dispositions de l'avenant n° 3470 IT du 14 décembre 1989 à la convention collective du travail de ce secteur (accord de salaires) intervenu entre :

d'une part,

- Le Syndicat professionnel des concessionnaires de l'automobile (S.P.C.A.),

et d'autre part,

- La Fédération des syndicats de Polynésie française (F.S.P.F.),

et déposé au greffe du tribunal du travail de Papeete le 18 décembre 1989 sous le n° 2526-32.

Conformément aux prescriptions légales, la teneur des dispositions de cet accord de salaires, dont l'extension est envisagée, est publiée dans les colonnes du présent numéro du *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les organisations professionnelles et toutes les personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations éventuelles sur l'opportunité de l'extension des dispositions en question dans le délai d'un mois à compter de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les communications devront être adressées à l'inspection du travail - B.P. n° 308 - Papeete.

**AVENANT n° 3470 IT du 14 décembre 1989 conclu dans le cadre de la commission mixte paritaire dans le secteur du commerce et de la réparation automobile et activités annexes.**

**ENTRE :**

— Le Syndicat professionnel des concessionnaires de l'automobile (S.P.C.A.).

**ET :**

— La Fédération des syndicats de Polynésie française (F.S.P.F.).

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

Article 1er.— Les salaires minima conventionnels des travailleurs du secteur du commerce de la réparation automobile et des activités annexes sont revalorisés de :

- 1 % au 1er janvier 1990,
- 1,6 % au 1er juillet 1990.

Art. 2.— La Fédération des syndicats de Polynésie française (F.S.P.F.) retire son conflit collectif.

Art. 3.— Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au greffe du tribunal du travail de Papeete.

Fait à Papeete, le 14 décembre 1989.

Pour la Fédération des syndicats de Polynésie française (F.S.P.F.) :

C. HELME.

Pour le Syndicat professionnel des concessionnaires de l'automobile (S.P.C.A.) :

A. REVEILLAUD.

G. BESNARD.

Vu et transmis :

L'inspecteur du travail,

L. GINESTY.

**ANNEXE à l'accord du 14 décembre 1989 de la convention collective du commerce et de la réparation automobile et activités annexes**

Catégories professionnelles	Au 1er janvier 1990		Au 1er juillet 1990	
	Salaire mensuel	Salaire horaire	Salaire mensuel	Salaire horaire
<b>I - Ouvriers</b>				
1ère catégorie MO	89.359	528,75	90.774	537,13
2e catégorie OS1	93.636	554,06	95.119	562,84
3e catégorie OS2	99.639	589,58	101.217	598,92
4e catégorie OP1	111.642	660,61	113.411	671,07
5e catégorie OP2	123.643	731,62	125.602	743,21
6e catégorie OP3	138.048	816,85	140.235	829,79
7e catégorie OPHQ	146.455	866,60	148.775	880,33
<b>II - Techniciens et agents de maîtrise</b>				
8e catégorie	168.064	994,46	170.726	1.010,22
9e catégorie	216.082	1.278,59	219.506	1.298,85
<b>III - Cadres</b>				
10e catégorie	288.111	1.704,80	292.675	1.731,80

**SERVICE DES DOMAINES ET DE L'ENREGISTREMENT**

**CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS  
N° 868 ENR**

Il est donné avis de recherche des héritiers de :

- Mme Tearotitiriura Manaonao épouse Faua, née en 1895 à Rimatara ;
- Mme Teraimihia Manaonao épouse Tiaipoi, née en 1897 à Papeenoo ;

— Mme Raumeari Manaonao épouse Moorea puis Tapa, née le 20 février 1914 à Papeenoo ;

lesquels sont invités à se faire connaître au service de l'enregistrement à Fare Ute.

Fait à Papeete, le 22 décembre 1989.

L'adjoint au chef de service,  
Th. CERAN-JERUSALEM.

# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Avis est donné de la constitution de la SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE de type E.U.R.L. : l'EPI D'OR. Capital : 400.000 F CFP (QUATRE CENT MILLE F CFP), divisé en 400 parts sociales de 1.000 F CFP chacune, uniquement constitué par des apports en numéraire. Siège : PAPEETE, Rupe Rupe Taunua. Objet : Le négoce, l'import, l'export de pierres, gemmes ou, précieuses, perles de culture, perles fines, bijouterie en métaux précieux ou communs. Durée : QUATRE VINGT DIX NEUF années. Gérant : M. Georges BENHAMOU, MAHINA, route de la pointe Vénus, nommé aux termes des statuts du 2 janvier 1990, pour une durée non limitée ; R.C.S. : PAPEETE.

## ANNONCES DIVERSES

### ASSOCIATION "TAHITI NUI I TE VAI URI RAU"

#### Extraits de statuts

L'association dite "TAHITI NUI I TE VAI URI RAU" fondée le 9 septembre 1989 a pour objet d'unir les habitants en une Association politique.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est fixé à PIRAE près de la garderie d'enfants, route Saint-Michel I.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TIAIHO Pae Terii
Vice-président	: MANAONAO Tamatoua
Secrétaire	: FREBAULT Jean-Baptiste Emile
Secrétaire adjoint	: TEHARURU René
Trésorier	: TAVITA Emerama
Trésorier adjoint	: TUERA Laurent
Contrôleurs	: TEKAKIOTERANGI Punga TAUTU Lucie PUARAI Albert

Récépissé n° 89-2513 MUR/AA du 20 décembre 1989.

### ASSOCIATION SPORTIVE JEUNESSE AVERA

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président d'honneur	: TARATI Haurai
Président	: HIRO Toni Pierre Tuteraiponi
1er vice-président	: TETUANUI Michel
2e vice-président	: RUA Augustin
3e vice-président	: ATANI André

4e vice-président et président de la section de pétanque  
SOMMERS Serge

5e vice-président et président de la section de football  
HIRO Toni Tuteraiponi

Secrétaire générale	: RUA Hinano
Secrétaire adjoint	: GODFREY Wilson
Trésorière	: ADAMS Nicole née TARATI
Trésorier adjoint	: RATIA Serge
Commissaires aux comptes	: RAMEHA Jean TANOA Nehemia
Assesseurs	: TEUMERE Peria ADAMS Maxime

### ASSOCIATION TEVA NUI MOTO CLUB

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: RAIMBAULT Louis
Vice-président	: LEHARTEL Cyril
Secrétaire	: FOUGEROUSSE Yvette
Secrétaire adjoint	: RAIMBAULT Myrtille
Trésorier	: TETUANUI Eddy
Trésorier adjoint	: MAIAU Elvis

### ASSOCIATION PHOTO CINE CLUB - UTA/CIP

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: CAPOEN Philippe
Vice-président	: SACAUT Philippe
Secrétaire	: BLANQUET Bernard
Trésorier	: LAN SUN LUK Thierry
Membres	: LESAGE Jean Pierre MANSEC Alain TATARD Bernard